LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1543
du 12 au 18 février 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Ceux qui aiment la discussion se foutent à raisonner comme un pot de chambre sous le cul d'un malade. »

Émile Pouget

M 02137 - 1543 - F: 2,00 €

Sommaire

La **belle info** qui ment, par J.-P. Germain, *page 4*

Chercheurs à cran, par Simon, *page 5*

Courtes mais bonnes, *page 6*

Le **pape** frappe encore, par É. Vanhecke, *page 7*

Planning en danger, par Pathote, *page 8*

La **SNCF,** comme en elle-même, par le Dr Martius, *page 9*

Vous avez dit **Crise?** Par J. Langlois, *page 12*

Lutte des classes en **Tunisie,** par Duslam, *page 14*

Avorter à Grenoble, par LN, *page 15*

Poésie noire, par C. Kottelane, *page 16*

Le révolutionnaire **Naville,** par A. Cuenot, *page 17*

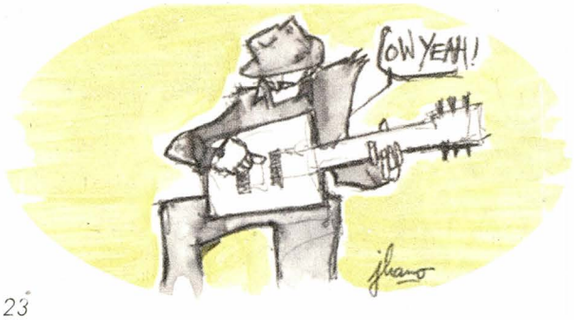
Les **prisons** de Kropotkine, par S. Chemin, *page 19*

Du blues, du blues, du blues, par T. Porré, *page 20*

Mouvements, *page 21*

La belle **radio** qui ne ment pas, *page 22*

L'agenda des anars, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

La grève

Y a que ça de vrai !

Jean-Pierre Levaray

La jobardise des idéologues dorés sur tranche qui nous gouvernent se conjugue de plus en plus avec un cynisme effarant. Voyez plutôt. Selon ces cuistres, si des millions de salariés et de chômeurs manifestent de plus en plus ouvertement leur volonté de ne plus être sacrifiés sur l'autel du capital, c'est – disent-ils – à cause d'un déficit de... pédagogie. N'étant à une contradiction près, ces créatures atteintes de psittacisme cognent sur l'école – dans une acception large – pour l'aligner le plus vite possible sur le nec plus ultra de leur modèle, le marché bien entendu.

Conséquence de quoi, depuis les lointaines Antilles (bravo aux Guadeloupéens et Martiniquais en lutte) jusqu'aux quartiers germanopratins tous les individus sont sommés de se prosterner devant Niconducator et sa pédagogie de la « réforme ». C'est que, dame, ne sommes nous pas – sous différentes latitudes – des millions de feignants à nous être accoutumés au farniente permanent ? Bref, sous la férule de leur maître une kyrielle de répugnants propagandistes veut lobotomiser le cerveau des masses réfractaires pour les soumettre à sa *doxa*.

Observons que s'il est relativement facile d'identifier les objectifs poursuivis par le pouvoir et ses nombreux « passe-plat », tout autant le décryptage des stratégies des syndicats confédérés est simplissime. Ces faux amis des travailleurs redoutent comme la peste un mouvement qui s'émanciperait de leur pesante tutelle. La méthode pour arriver à leurs fins consiste à jouer au petit régulateur des crues en transformant la rue en une sorte de bassin déversoir recueillant les flots composés par toutes les victimes des orages capitalistes. Lorsque vous lirez cet article, la date d'une nouvelle ouverture des vannes, *euh pardon* d'une nouvelle « journée nationale d'action pouvant aller jusqu'à la grève accompagnée de grandes manifestations » aura été choisie par ces noyeurs de luttes.

Sans doute la perspective de ce modeste délestage d'eau de colère foutra à zéro le trouillomètre de François le jaune ou d'un autre patron (!) d'un syndicat « historique », auquel cas, de soulagement le restant de nos lutteurs d'opérette s'épongera le front pouvant arguer qu'à cause de cette entourloupe très... prévisible le front syndical est rompu, conséquence de quoi nous devons tous retourner au ruisseau. Il n'empêche, toutes ces pitoyables manœuvres seront impuissantes à canaliser le flot montant, flot qui un jour ou l'autre fracassera tous les barrages érigés devant lui.

Je sais pas si vous êtes au courant, mais nous sommes dans une période « pré-révolutionnaire ». *Le Monde*, *Libération*, Cohn-Bendit, Emmanuel Todd (ça fait dix ans qu'il le dit), et même *Les Inrockuptibles* (eux, plus branchés, parlent de « période pro-révolutionnaire »), nous l'annoncent. Les conditions sont requises pour un soulèvement : colères, frustrations, déclassements, dégradation des conditions de vie, crise de confiance envers le système, etc. Ils ajoutent que, historiquement, là où on en est arrivé aujourd'hui, on devrait basculer vers un affrontement avec le pouvoir.

Les Renseignements généraux ainsi que de nombreuses études demandées par les patrons ou par le gouvernement disent la même chose. La grande peur de Sarkozy c'est que les étudiants et les « jeunes de banlieues » s'allient dans de même émeutes. Les patrons craignent que les mécontentements ne laissent place à des mouvements plus violents à leur égard... Bref, tous ces gens-là savent qu'à force de nous pressurer, on devrait réagir.

Donc, plutôt que de lire votre *Monde libertaire* préféré devant votre café au lait, vous devriez déjà être en train de briquer vos armes, de préparer vos cocktails molotov et descendre dans la rue parce que, théoriquement, on est déjà dehors à vous attendre.

Sauf que ce n'est pas si simple et il ne suffit pas de le dire. À croire même que ces articles et ces études ne sont écrits que pour nous dire : c'est pas la peine de faire la révolution, on est au courant, restez chez vous.

La journée du 29 janvier a fait sortir deux millions et quelques de manifestants qui ont montré leur mécontentement et leurs colères. Mais c'est loin d'être suffisant, d'autant que le lendemain, rien. Retour au boulot ou au chômage. Nos syndicats savent utiliser ce concept de « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir ».

Au lendemain de cette « grande journée d'actions », dans un communiqué, les organisations ont appelé les « salariés à rester mobilisés et à s'appuyer sur la force de cette journée » pour... attendre la prestation scénique du président à talonnettes et patienter jusqu'au nouveau rencard des syndicats, le 9 février. Alors que, pour le moins, la meilleure réponse aurait été de faire grève le jour où Sarko cause...

« Il y a des possibilités d'action immédiate pour l'emploi et le pouvoir d'achat », dit la CGC et « il faut renverser la logique d'injustice sociale », ajoute Christian Mahieux de Sud-PTT. Chiche ! Serait-on tentés de dire. Au moment où vous lirez ces lignes, vous en saurez plus que moi sur cette réunion des états-majors syndicaux (les

contraintes d'un hebdo font que je dois livrer l'article avant cette date), mais il n'y a guère d'illusions à se faire. Sarko invitant à les rencontrer le 18, ce serait étonnant qu'ils proposent des actions. Et tout ce beau monde va s'infiltrer dans ce système de réunions dont nous n'obtiendrons rien de bon (Sarko en parlant « social » n'a fait à nouveau que des cadeaux aux patrons: suppression de la taxe professionnelle, recours au chômage partiel accru, pas d'augmentation du SMIC...).

Trop englués dans leurs rapports au pouvoir, aux salons ministériels et trop éloignés de la vraie vie de salariés, les bureaucrates ne peuvent plus que proposer des soupapes de sécurité pour permettre d'exprimer nos colères sans remettre en cause le système. Ce n'est une nouvelle pour personne mais la révolution se fera sans (et sans doute contre) les bureaucrates syndicaux.

Reste que la colère est là, l'exaspération est forte mais, contenue par les garde-fous et les médias, elle n'arrive pas à exploser. Comme disait Lénine (j'aime bien citer un type qui nous aurait, pour le moins, envoyés au goulag), il faut trouver l'étincelle qui mettra le feu à la plaine.

Cela ne viendra évidemment pas du NPA, gadget qui plaît aux médias parce que nouveau, mais qui, à part se vouloir un parti attrape-tout et démago, n'apportera pas plus qu'un PCF. En plus se revendiquer de ce concept large d'anticapitalisme, abandonner et le communisme et la révolution de la LCR, ça veut tout dire sur la volonté de ces militants guevaristo-libertaires (*sic*) d'obtenir des strapontins du pouvoir.

Heureusement, il y a des braises qui couvent et qui ne demandent qu'à s'embraser. Il y a eu les émeutes grecques qui nous ont montré que tout restait possible; il y a le mouvement des universités qui, après le mouvement timoré contre le LRU, semble se durcir; il y a eu ce 29 janvier quand même; il y a tous ces conflits sociaux dont on parle peu mais qui se multiplient, et enfin, il y a ce mouvement de grève générale à la Guadeloupe et qui gagne la Martinique.

A propos de la grève générale du peuple guadeloupéen qui a rassemblé le 30 janvier dernier 65 000 manifestants (15 % de la population totale de l'île), on n'en parle peu dans les médias. Bien moins que si ça avait été une région de la métropole qui s'était mise en grève. Les grévistes appellent à notre solidarité et que faire de mieux pour les soutenir que de faire la même chose? La grève générale, y a que ça de vrai. Et comme dirait Lilian Thuram dans *Le Monde* (j'aime aussi citer les nouveaux philosophes, ça prouve que j'ai des lettres): « On pourrait se demander si ce mouvement n'est pas avant-coureur de ce qui pourrait se passer sur le continent. »

Allez hop, nous savons ce qui nous reste à faire pour mettre tout ce système en l'air. Y a du boulot certes, raison de plus pour faire la grève, générale.

J.-P. L

La grève au rencard ?

« **Il faut que les syndicats** arrêtent de faire de l'anarchausyndicalisme politique » a déclaré dans le poste il y a une dizaine de jours un représentant du ministère du transports. On croyait que ces gens-là avaient fait les grandes écoles et appris le grec! De plus, si on peu qualifier de combative l'action à la base de nombre de sections syndicales, la ligne de conduite des confédérations est plutôt sage, c'est le moins qu'on puisse dire!

Le front syndical maintient-il le cap après les confettis lâchés par le locataire de l'Élysée? Les signaux forts ne sont pas vraiment visibles. De leur côté, les divers partis de gauche (NPA inclus) auraient signé une « déclaration de soutien au mouvement social et à ses suites ». Encore une fois le monde du Travail n'est pas considéré comme adulte et aurait, selon certains, besoin de tuteurs. Quand en finirons-nous avec le léninisme?

Côté médias les incantations contre les « grèves preneuses d'otages » se maintiennent çà et là. La palme revenant sans doute au Medef et à sa dirigeante Laurence Parisot qui a « dégainé » avant l'intervention télévisée de l'ex-jogger fou. Selon son discours, la réponse à la crise n'est pas dans les manifestations, mais dans un « dialogue social sérieux et constructif ». Elle s'est aussi lamenté sur l'image « consternante » que donnent de la France les photos des manifestations à la une du *Wall Street Journal* et du *Financial Times*... L'organisation patronale craint la « contagion du mouvement social ». Avec la grève générale en Guadeloupe et Martinique, ce n'est pas prêt de s'arrêter!

En attendant une mobilisation syndicale qui ne soit pas à la remorque des appareils politiques, une bonne nouvelle pour les libertés syndicales. Le tribunal de grande instance de Marseille a débouté la SNCF, qui avait assigné en justice 13 cheminots « réputés grévistes ». Dans le lot il y avait aussi 3 organisations syndicales CGT, CFDT et FGACC tout le monde étant accusé « d'abus du droit de grève ».

Une autre défaite pour la criminalisation de la grève.

Jean-Pierre Germain

Recherche et université

vers un renouveau de la contestation

La contestation monte dans le milieu scientifique et universitaire, en réaction notamment à des réformes gouvernementales largement rejetées. Fait exceptionnel : une coordination nationale de chercheurs a appelé à une grève reconductible et illimitée à partir du 2 février dernier. En ligne de mire, en particulier, le projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs et la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire. Mais le ras-le-bol des chercheurs a des origines plus lointaines.

CELA FAIT MAINTENANT environ cinq ans que la fronde des chercheurs et enseignants-chercheurs se manifeste ponctuellement et avec plus ou moins de vivacité. Les raisons de se mobiliser sont nombreuses et vont croissant. De façon globale, c'est un profond mépris de la part du pouvoir et des conditions de travail sans cesse dégradées qui nourrissent le ressentiment, mais il n'est pas inutile de rappeler les différentes étapes de la contestation.

Dès 2004, c'est la baisse constante des crédits (malgré un discours gouvernemental annonçant leur augmentation) et la précarisation corrélative des métiers de la recherche (augmentation spectaculaire des CDD et baisse des débouchés pour les doctorants) qui ont été dénoncées par le premier mouvement d'ampleur depuis longtemps. La suite n'est qu'un empilement de frustrations, liées notamment aux promesses non tenues du gouvernement et aux réformes ne prenant nullement en compte les propositions des divers acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. En effet, en dépit d'annonces volontaristes, les crédits n'ont pas réellement augmenté. Ils ont surtout été affectés à la recherche privée – dans le but avoué de financer une innovation source de profit pour les entreprises françaises – et à des « agences de moyens » nouvellement créées.

Le principe de ces agences, comme l'Agence nationale pour la recherche (ANR), est simple : il s'agit d'institutions, alimentées par des fonds publics et pilotées plus ou moins directement par le ministère de la Recherche, ayant pour fonction de lancer des appels d'offre en direction des chercheurs. Ces derniers perdent donc très largement leur autonomie : ils ne recevront des crédits que pour travailler sur les projets lancés par les agences gouvernementales. Dans le même esprit, le CNRS est mis en pièces, transformé en divers instituts ayant eux aussi vocation à devenir des agences de moyens. L'objectif est, là aussi, de retirer toute autonomie scientifique à cette institution et donc aux chercheurs, afin de ne favoriser que les projets immédiatement rentables. Ceci a en outre pour conséquence une précarité accrue du travail : plutôt que d'embaucher des chercheurs fonctionnaires au CNRS, on finance sur un an ou deux des équipes de chercheurs ad hoc, dont plusieurs (ceux qui ne sont pas déjà fonctionnaires rattachés au CNRS ou à l'université) participeront donc sur la base d'un contrat à durée déterminée.

C'est la même logique de précarisation qui domine avec la loi d'autonomie des universités (LRU) adoptée en 2007. En fait d'autonomie, c'est surtout un premier pas du désengagement de l'État, qui pour préparer la baisse des crédits laisse une large marge de manœuvre aux présidents d'université pour aller chercher des fonds privés. Avec cette réforme, les présidents – seuls universitaires à devenir plus autonomes dans l'histoire – peuvent désormais recruter des enseignants sans passer par le système de concours de la fonction publique. Ainsi s'ouvre la voie d'un remplacement progressif des enseignants fonctionnaires par des contractuels, à durée déterminée ou non.

En dépit de désaccords au sein de la communauté universitaire, la LRU n'a réellement suscité que des oppositions étudiantes. Or chercheurs et enseignants se rendent compte aujourd'hui qu'elle n'était qu'un prélude à de nouvelles offensives contre les statuts et l'autonomie de la recherche. En effet, sur la base de cette loi, le ministère voudrait aujourd'hui modifier le statut des enseignants-chercheurs en permettant aux présidents d'université d'augmenter la charge d'enseignement des personnels dont les activités de recherche auraient été le moins bien évaluées. En somme, la logique est de dire que si l'enseignant-chercheur ne fait pas assez de (bonne) recherche, il devra consacrer plus de temps à l'enseignement et moins à la recherche. En contrepartie, les meilleurs chercheurs pourraient enseigner moins. Or ceci pose un grand nombre de problèmes, dont le premier est celui des conditions et des acteurs de l'évaluation de la recherche : qui va pouvoir dire untel est un mauvais chercheur et untel un bon, influençant en conséquence toute la carrière de l'individu ? Le gouvernement cherche de plus en plus à piloter les procédures d'évaluation et à en déposséder les chercheurs. Ceci passe notamment par des logiques quantitatives : si l'on ne veut plus trop laisser des scientifiques juger de travaux scientifiques, il faut pouvoir les évaluer autrement ; par exemple, en estimant que la qualité de la recherche pourrait se mesurer au nombre de publications…

Au final, le projet de réforme menace le statut et la carrière des enseignants-chercheurs en les livrant à l'arbitraire de présidents d'université ou d'évaluateurs désignés par le ministère. L'objectif à peine caché est, encore une fois, de faire des économies, car les heures supplémentaires d'enseignement des uns feront plus que compenser la diminution du temps d'enseignement des autres, ce qui permettra *in fine* d'embaucher moins d'enseignants. C'est la même logique financière qui préside à la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire, que les universitaires dénoncent également puisqu'elle appauvrit la formation et supprime le statut, salarié, d'enseignant stagiaire.

Valérie Pécresse, ministre de la Recherche, a certainement galvanisé les chercheurs en laissant entendre qu'ils avaient tout simplement mal lu ses projets de réforme. Elle laisse donc la porte ouverte à un mouvement d'ampleur, d'autant que les profs en grève cherchent activement à rallier les étudiants à leur cause en défendant une certaine idée du service public d'enseignement et une formation digne de ce nom des futurs enseignants du primaire et du secondaire. Mais la lutte risque d'être rude face à un gouvernement bien résolu à constamment « écouter tout le monde » pour ne surtout jamais rien entendre.

Simon
groupe Louise-Michel

Brèves de combat

Comptes rendu manif du 29

2,5 millions de manifestants dans toute la France... Pas mal ! À Périgueux, une quarantaine de libertaires et sympathisants au milieu de 8000 personnes environ, 600 tracts diffusés. Plus de 10000 personnes dans les rues de Besançon et distribution du tract « Le capitalisme a un malaise ». À Paris, la Fédération anarchiste tenait tables de presse devant un flot continu de manifestants. 4000 à 5000 manifestants à Guéret, impressionnant pour une petite ville de 20000 habitants, une bonne vingtaine de sympathisants, perdus dans une « forêt de rouges »... À Bordeaux 80000 manifestants, 3 banderoles anars essaimées le long du parcours avec tractage. 11000 à 20000 manifestants à Brest, tract bien accueilli, 2000 personnes à Montargis et beaucoup de contacts avec le groupe local. Affrontements à Saint-Nazaire. 25000 À Lorient, 6000 à Vannes. Entre 300 et 400 « anarcho-libertaires » pour réclamer la grève générale à Grenoble, quelques incidents en cours de parcours à noter. Espérons que le printemps sera plus chaud !

Répression tous azimuts

Suite à la manif du 24 janvier, sept personnes passent devant la 23e le 2 mars, six personnes le 2 mai et une personne est mise en examen pour dégradation (il a oreille blessée, tympan percé, 9 jours d'ITT). Suites de la manif du 31 de la part du comité de Paris : trois personnes accusées par les flics d'avoir lancé des projectiles sont mises en examen, elles ont été libérées sous contrôle judiciaire. Le jeune homme agressé par les flics dans le RER passait hier en comparution immédiate, il a demandé un délais, il doit être jugé le 3 mars à la 23e chambre, le pik-nikeur de la place Denfert arrêté avec son sauciflard et un couteau laguiole est inculpé de port d'arme prohibé... si, si ! Il doit être jugé le 23 mars à la 29e chambre à 9h00. La solidarité avec eux est donc précieuse...

Ficheurs fichés

Alliot-Marie annonce la création d'un « service d'audit et de contrôle interne des Fichiers » de police et de gendarmerie, composé de membres de l'IGA, de l'IGPN, de la gendarmerie et de magistrats « désignés par la Chancellerie ». Un système en couleur élaboré grâce aux déclarations des victimes et des témoins pourra être envoyé, d'ici un an directement les portraits robots des personnes recherchées sur les ordinateurs et portables des policiers. La ministre a demandé à ses services « d'étudier la possibilité technique de recourir à la biométrie pour qu'ils s'identifient eux-mêmes ».

Sans domicile rue de la Banque

Le campement se poursuit rue de la Banque à Paris, depuis le 14 décembre 2008, sans interruption. Une centaine de personnes, surtout des mères de familles s'obligent à dormir malgré le retour du froid, jusqu'au petit matin, où elles se lèvent rapidement pour filer au travail, s'occuper des enfants et se réchauffer. Certaines n'ont plus d'hébergement, car elles ont été mises à la porte en plein hiver. Silence radio côté SAMU et services sociaux.

Squat pas à vendre !

Depuis plus de six mois les squatteurs du collectif la Victoire et leurs soutiens se sont installés au Pied de Biche, 44 rue Lamartine, à Toursun. Le Pied de Biche vient d'être saisi et une première vente aux enchères a été annulée en raison de la présence des squatteurs. Cette volonté de mettre les occupants à la rue se heurtera à une résistance organisée, selon les déclarations du collectif.

Nucléaire tutti : nada !

La France construira une deuxième centrale nucléaire de type EPR (European Pressurized Reactor) de nouvelle génération et en a confié la réalisation à EDF, qui sera associé à GDF Suez. Le week-end dernier, 4000 personnes contre les lignes THT à Mortain (Manche). La petite ville était véritablement quadrillée par des centaines de gendarmes, avec hélicos... Cortège libertaire dynamique (Collectif Radicalement Anti Nucléaire, Coordination contre la société nucléaire et CNT 35) : « Ni bleu, ni rose, ni vert, arrêt du nucléaire ! »

Un toit, un droit, et alors ?

Pour la première fois, le tribunal administratif de Paris a examiné les requêtes de six familles qui n'ont pas obtenu de toit alors qu'elles avaient été reconnues « prioritaires » et se référaient au droit opposable au logement : le tribunal n'a fait que constater « l'impuissance de l'État ».

Gendarmes dans les écoles

La gendarmerie nationale est venue dans plusieurs écoles primaires de l'Hérault (à la demande de la direction de l'Éducation nationale ?) pour vérifier si les enseignants de CM2 faisaient bien passer les évaluations du Ministère (passage des élèves de CM2 en 6e), tandis que certains profs leur reprochent d'être rendues sur des données erronées et incomplètes. Les gendarmes voulaient savoir si des parents occupaient l'école pour empêcher le déroulement de ces évaluations, ont demandé aux directeurs des écoles de leur fournir le nom de parents, ainsi que leur propre nom s'ils laissaient des parents occuper l'école. Les gendarmes cherchent à connaître l'identité des enseignants qui n'ont pas fait passer ces évaluations. Ces mêmes pandores sont présents lors des réunions d'information, des AG et des réunions IEN/enseignants. Lors d'une de ces réunions, des parents souhaitant s'exprimer se sont fait évacuer par des gendarmes qui clôturent l'assemblée. Enseignants et parents s'exposent à des sanctions administratives et ou judiciaires. Sympa l'ambiance. Ce n'est pas en 68 qu'on aurait vu ça !

Fachos au sud

À Marseille, plusieurs descentes de fafs ont eu lieu (Bones head + Jeunesse identitaire) sur un quartier fréquenté par les militants de tous bords. Un concert punk a été attaqué par les fafs, des camarades coursés et des voitures ruinées. On compte 4 agressions de ce type dans le même quartier. Les fafs ont l'air bien renseigne, ils attaquent les amis des red skins. Un collectif d'autodéfense s'organise. No Pasaran !

Étonnez-moi Benoît !

(one more time)

Si Dieu a créé le monde en sept jours, il a pas dû mettre plus de deux minutes pour créer Benoît XVI. Du travail de cochon. Je réservais en effet mes basiques foudres anticléricales, la semaine dernière, à l'encontre de tous ces surplis en dentelles amoureux béats du totalitarisme, l'onction du Pape aidant, et voilà que cette semaine il nous est donné l'occasion de ruer dans les brancards sacerdotaux, à travers un fait divers dramatique, ce vieux débris de Benoît, en grand spécialiste de la morale ne faisant qu'ajouter du drame au drame.

Eluana Englaro, une femme italienne de 37 ans est tombée dans un coma profond à la suite d'un accident de la route survenu en 1992. Elle avait vingt ans. La belle âge. Et depuis ce temps, plongée dans un état végétatif plus proche du poireau que celui d'une danseuse des Folies Bergère, sa famille se bat bec et ongles pour qu'enfin il soit mis fin à cette non-vie. Plus près de nous les affaires Chantal Sébire et Vincent Humbert nous permettent de nous interroger sur l'euthanasie. Les minables procès contre mon ami Claude Guillon à propos de son livre *Suicide Mode d'Emploi*, viennent aussi montrer que nous avons encore quelques lances à rompre pour défendre notre liberté suprême, celle du moment de notre mort et du choix de celle-ci si les circonstances de la vie nous contraignaient à ce choix. Rien n'est toujours réglé.

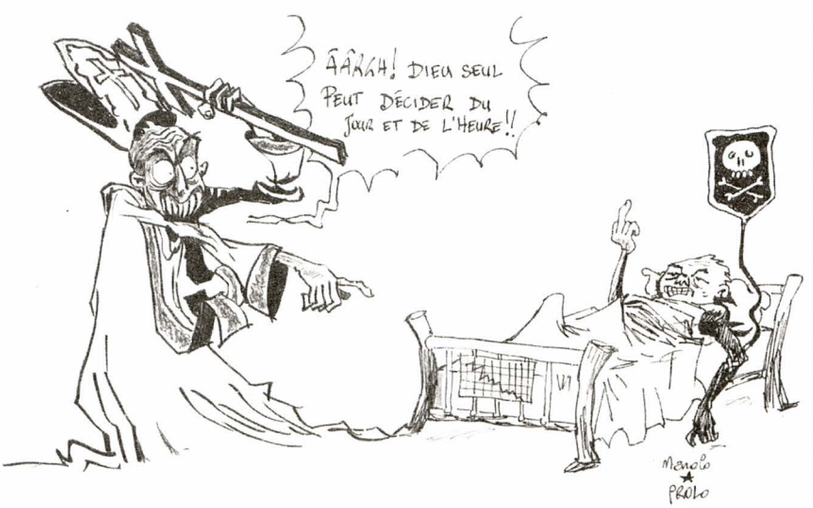
De décrets-lois en cours de morale, tout est bon pour que l'hydre réactionnaire fasse en sorte qu'Eluana ne soit pas « débranchée ». Et les choses se précipitent ces dernières semaines et donnent enfin l'occasion à Jo Ratzinger, le parrain de l'ordre moral, de donner toute sa mesure ordurière. Un décret-loi va autoriser l'alimentation et l'hydratation par la force et le pape d'applaudir de ses mains tremblantes. Dans un document approuvé par le panzer-cardinal, la congrégation pour la doctrine de la foi – dite aussi Sainte-Inquisition, en son temps, et qui a pour rôle de veiller à la pureté de la doctrine et des mœurs – estime que l'alimentation et l'hydratation artificielles constituent « un moyen ordinaire et proportionné de maintien de la vie, qui ne doit être interrompu sous aucun prétexte par respect pour la dignité des patients ». De quoi je me mêle, mais de quoi je me mêle. Mais occupez-vous de vos fesses et laissez Eluana quitter cette vallée de larmes. Comptez vos sous, abusez les gogos, donnez un sens à votre vie, mais foutez-nous la paix nom de Dieu !

Depuis des siècles et des siècles, ils viennent fourrer leur groin dans nos slips et il faudrait qu'en plus vous fassiez la loi. Mais tirez-vous donc vilaines bêtes. Vous puez la mort et le formol.

Alors les choses vont-elles s'apaiser ? Les mœurs vont-elles enfin évoluer ? Une clinique et une poignée de médecins courageux sont prêts pour accepter d'effectuer le seul geste humain qu'il soit possible de faire. Il a fallu des années de luttes pour que l'avortement soit légalisé.

Il est même encore des lieux où la noirceur des âmes vaticanes interdit le divorce. L'évolution des mœurs est l'affaire de tous et de toutes. L'affaire Eluana est peut-être un symbole facile mais c'est aussi à travers cette affaire que nous devrons enfoncer un coin. Subito.

Émile Vanhecke



Menaces sur le Planning

Attaqué depuis des années: des élus irresponsables de gôche séduits par le lobbying parlementaire animé alors par Boutin avaient déjà asséché ses subventions en région Nord-Pas-de-Calais. C'est maintenant l'État lui-même qui voudrait mettre à mort le Planning familial. Au nom du droit à la vie?

Le Planning familial, qui offre des permanences d'accueil sur la sexualité, la contraception et l'avortement, proteste contre la réduction des crédits de l'État. Un tiers des 68 associations départementales fédérées sont menacées de fermeture. Les subventions, constituant le nerf de la guerre du Planning, sont revues à la baisse pour 2009: il s'agit d'un véritable drame. Et comment ne pas y voir, sans verser dans la paranoïa, sinon une volonté « morale » d'intégristes ravis de cette situation, tout au moins, un manque de zèle pour sauver la situation?

Réduction de 20 % du budget

Le planning familial est né en 1956 et fédère 68 associations départementales en France et dans les DOM, œuvrant en faveur de la contraception, de l'avortement, et, plus largement, de l'égalité entre les femmes et les hommes. 450000 personnes par an fréquentent les centres animés par plus de 1000 bénévoles et 420 salariés. Les permanences, ouvertes à tous les publics, offrent de l'information sur la sexualité, sur la contraception ou encore sur les interventions volontaires de grossesse. Il s'agit également de lieux où il est possible, pour les personnes victimes de violences, de trouver une oreille attentive et des conseils.

Côté financement, ces associations bénéficient, en tant que relais des politiques gouvernementales sur l'avortement et la contraception, d'une aide publique, qui rémunère les « prestations de conseil conjugal et familial ». Évidemment, pour la majorité de ces établissements, il s'agit d'un soutien vital, puisque ces subventions constituent plus de 75 % de leur mode de financement.

En 2008, le gouvernement a accordé 2,6 millions d'euros de crédits au poste de conseil conjugal et familial, tandis que pour l'année 2009, le budget est tombé à 2,1 millions, soit une baisse de 20 %. Cette baisse des subventions est justifiée par le programme 106 du gouvernement, un chapitre budgétaire consacré aux actions en faveur des familles vulnérables, qui a été réduit en 2009. Cependant les autorités soulignent que, malgré ces restrictions, 80 % des crédits consommés en 2008 seront maintenus. Soit, mais n'y a-t-il pas contradiction avec les campagnes d'information nationales sur le thème « La contraception, parlez-en » ? Mais, comme le fait très justement remarquer Françoise Laurent: « À qui en parler, si les permanences ferment? ». De plus, la présidente du Planning familial ajoute: « Nos associations sont précaires. Certaines, notamment parmi les plus petites, fonctionnent à 100 % grâce aux aides de l'État. Elles sont animées par des bénévoles et elles ne pourront pas maintenir les permanences d'accueil si les aides sont supprimées. Il ne faut pas que l'État se désengage. Le mois de décembre 2008 a montré que même les grosses associations étaient fragiles. »

Le centre de Marseille ferme

À Noël, le Planning de Marseille, qui gère un budget annuel de 800000 euros, a fermé ses portes au public. Les permanences de l'association marseillaise ont eu lieu dans un appartement ancien, au troisième étage, sans ascenseur, dans un immeuble d'habitations. Selon la responsable du centre marseillais, les locaux ont été fermés parce qu'ils n'étaient pas adaptés au flux des 7000 visiteurs annuels...

À Marseille, même si les aides de l'État ne représentent que 7 % du budget de l'association, les permanences qui ont dû être supprimées à Noël, faute de locaux, ne pourront pas reprendre sans cet apport financier. En effet, selon Lisa Tichané, directrice du centre: « Les autres crédits ne peuvent être utilisés pour les permanences, car ils sont affectés à des actions spécifiques comme les interventions dans les collèges. Or, les permanences sont essentielles, car ce sont des lieux d'écoute qui nourrissent toutes nos activités. C'est parce que nous écoutons cette parole sur la vie intime et affective des couples et des femmes que nous sommes pertinents lors de nos activités extérieures. »

Cinquante ans de luttes acharnées

Il faut savoir que 450000 personnes fréquentent les Plannings, sans compter ces dizaines d'adolescentes qui n'osent pas en passer la porte, trop renfermées sur leurs problèmes personnels liés à la sexualité ou aux relations amoureuses. Peut-on raisonnablement croire qu'un adolescent ira spontanément expliquer ses doutes à son professeur de biologie en charge de l'éducation sexuelle, voire devant toute une classe de lycée? On doit donc encore s'attendre à plus d'avortements, car combien de jeunes filles n'osent toujours pas se confier à leur entourage direct pour se renseigner ou demander la pilule. Où trouveront-elles l'information et la prévention? Quel recul d'une lutte qui aura duré cinquante ans en France, tandis qu'il aura fallu attendre 1967 pour que les premiers contraceptifs soient vendus sur ordonnance en pharmacie aux femmes majeures. Le Planning familial a dû attendre 1973 pour pratiquer illégalement des interruptions de grossesse dans ses centres, tandis que le texte de dépénalisation de l'IVG ne fut défendu devant l'Assemblée par Simone Veil qu'en 1975.

Seulement après cette date, le Planning décida de ne plus pratiquer d'avortements dans ses centres, afin de pousser les hôpitaux publics à créer leurs propres services d'IVG. C'est seulement en 1982 que l'avortement est remboursé par la Sécurité sociale et en 2001 que la loi Aubry porte de dix à douze semaines le délai légal de pratique de l'avortement, supprime l'autorisation parentale pour les mineures et autorise la prescription de la pilule RU 486 par les médecins de ville.

C'est pour porter la mémoire de ces années de luttes à l'arrachée que le 27 janvier 2009, à Marseille, Grenoble, Narbonne ou encore Périgueux, les conseillères du Planning familial ont installé leurs bureaux dans la rue, devant des permanences symboliquement fermées au public. Les militants anti-IVG et autre Xavier Dorr n'ont pas fini de s'en réjouir. Et on est en droit de se demander alors: à qui profite le crime?

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash

Monsieur présentant bien...

voyage aux origines de la SNCF d'aujourd'hui

C'est le titre du manuel du contrôleur SNCF... de 1956. Aaah ! la grande époque du service public, l'âge d'or à opposer à la logique ultra-libérale ! A y regarder pourtant, on voit déjà des mécanismes à l'œuvre, et comment l'esprit de hiérarchie et l'esprit commercial ont pu nourrir les dialectiques usager/client, ou salarié/voyageur, pour éloigner l'espoir d'une véritable socialisation des transports. Au final, seul le rapport au contrôle lui-même semblait encore raisonné, et permet de mesurer l'agressivité répressive inouïe qui est aujourd'hui la norme.

Dr Martius

Gr. Louise-Michel de la Fédération anarchiste

Concurrence, usager, client

Le monopole était vécu à la SNCF, non pas vis-à-vis d'autres entreprises ferroviaires, mais vis-à-vis des modes de transport. Dès lors, dix ans après la fin de la guerre en Europe, les choix politiques affirmés en faveur de la route (infrastructures comme véhicules) et le développement de l'aérien, faisaient dire à la SNCF : « *Le voyageur, sollicité par l'automobile et parfois même l'avion, est devenu beaucoup plus exigeant qu'autrefois quant à la qualité du « service ». Nous ne devons pas oublier que les voyageurs ne sont plus seulement des « usagers » du chemin de fer comme au temps du monopole, ils sont des clients, nos clients, c'est-à-dire ceux sur lesquels nous devons compter pour permettre à la SNCF de vivre et, mieux encore, de prospérer.* »

Ainsi l'on voit que l'idée de concurrence induit dès cette époque la dialectique de l'usager comme voyageur sans droit à qui s'impose le fonctionnement de la structure, par opposition au client dont les attentes sont des droits et doivent désormais structurer le fonctionnement. Incidemment, c'est l'idée du droit comme expression d'un rapport de force préexistant, car c'est bien le fait qu'une situation permette d'imposer son état à l'autre qui détermine le droit, dans cette vision.

La concurrence révélant la nécessité de la séduction, c'est alors la posture de service qui est mise en avant : « *Moins privilégiée à cet égard que l'avion, la SNCF ne peut offrir à ses voyageurs l'accueil d'une « hôtesse ». C'est pourquoi elle demande aux agents d'accompagnement des trains de*

[...] ne pas seulement se comporter en contrôleurs, rôle nécessaire mais forcément ingrat par tout ce qu'il implique de méfiance et de surveillance ! Ces agents doivent aussi accueillir, aider, renseigner aimablement les voyageurs et aplanir les difficultés que ceux-ci peuvent rencontrer en cours de route. Avoir l'esprit commercial et surtout en faire preuve est une obligation pour les cheminots. » Ou encore : « Un renseignement, pour être complet, doit même aller parfois au-delà des désirs des voyageurs, ce qui rejoint alors, si l'on veut, le domaine de la publicité. »

Suivent des conseils pratiques emprunts du charme désuet d'une civilité très années cinquante : « Ceux qui ont un caractère enjoué feront apparaître sans mal un sourire qui n'aura rien de commercial ; ceux qui n'ont pas été dotés par la nature d'une mine joyeuse s'efforceront de compenser par la prévenance accrue l'absence de sourire. » [...] « La politesse est un devoir pour quiconque entretient des relations avec autrui. Vos fonctions de contrôleur de route exigent de vous davantage : vous êtes tenu de venir en aide aux voyageurs de votre train, c'est-à-dire de vous montrer serviable. Cela ne veut pas dire que vous êtes le domestique des voyageurs, mais simplement que vous devez chercher à leur rendre service toutes les fois qu'ils ont besoin du concours d'un agent du Chemin de Fer à l'occasion de leur voyage. Il n'est pas question, par exemple, de se substituer aux porteurs qui offrent leurs services rémunérés dans les gares ; mais ce ne sera pas déchoir que d'aider un voyageur à transporter ses valises d'une voiture dans une autre si vous le rencontrez dans un groupe différent de celui qui lui convient ; votre geste viendra peut-être compenser, d'ailleurs, l'erreur commise par un de vos collègue et adoucir le désagrément causé au voyageur obligé de se déplacer. [...] Vous améliorerez encore la qualité de votre service en poussant la complaisance jusqu'à la prévenance, c'est-à-dire en allant au devant des désirs ou des besoins de la clientèle. » Avec cette conclusion qui résume la posture : « Un voyageur est toujours un client, même s'il a mauvais caractère ; et il n'appartient pas au Chemin de Fer, payé pour le transporter, de lui apprendre le savoir-vivre. »

S'illustre ici toute l'ambiguïté de la posture de service, dont nous voyons les effets aujourd'hui. Accueillir, aider, anticiper, être disponible à l'autre ne sont certes pas des qualités à blâmer dans les rapports humains, mais le fait que cette posture ne soit dictée que par la concurrence et prenne pour étalon le caractère rémunéré vicie le lien à créer. On ne doit être poli qu'à la mesure du prix payé. On ne portera pas les valises sur le quai car c'est la zone d'achalandage du porteur ; on les portera dans le train car c'est « dans » le billet. Enfin, le « désir » des uns institué devoir des autres, faisant écho à l'exigence de séduction et de publicité, propose aux rapports sociaux un tyran potentiellement pervers.

Salarié, voyageur et hermétisme

Cette potentialité se nourrit d'une autre opposition, celle entre voyageurs et salariés. L'accueil que les agents d'accompagnement des trains doivent aux voyageurs ne saurait fonder une participation quelconque à une réflexion ou une action commune sur le transport collectif. Ce serait pourtant le sens de l'« usager ». Quelques phrases croquignolettes laissent voir cette césure entre deux mondes : « Si des agents haut-le-pied [N.D.L.R. : voyageant hors mission] utilisent leurs loisirs en jouant aux cartes, ne participez pas à la partie : ils sont en coupure, vous êtes en service et les voyageurs qui pourraient vous remarquer jugeraient sévèrement votre attitude. [...] Si vos camarades de la Compagnie des Wagons-Lits vous font bon accueil dans les wagons-restaurants, conduisez-vous avec retenue et modération. [...] Si vous rencontrez un de vos chefs, saluez-le mais évitez de l'appeler par son titre : il peut désirer conserver l'incognito. »

La dernière proposition est remarquable, car elle montre combien, vis-à-vis des voyageurs, même la hiérarchie interne doit être tue, alors que le travail à la SNCF s'est construit sur un principe hiérarchique et autoritaire extrêmement fort, qui perdure aujourd'hui, quoique sous des formes renouvelées [1]. Il faut dire aussi que les gradés n'aiment pas le front : si le rapport au client tourne mal, il est préférable de ne pas s'être fait reconnaître comme chef et de laisser le fantassin seul en première ligne...

Salarié, voyageur et hiérarchisation

Conséquence de la non mixité des voyageurs et salariés, le rapport entre eux s'ordonne sur un mode hiérarchique, avec son code principal : l'uniforme. Ici à nouveau quelques phrases croquignolettes balisent très précisément le champ des libertés : « Le port de l'uniforme facilite bien les choses ; mais il serait désastreux de se permettre la moindre fantaisie avec les éléments qui en constitue essentiellement le caractère. En particulier la veste sera rigoureusement boutonnée, la casquette droite et le numéro d'ordre apparent. [...] Qu'il soit ou non d'uniforme, un pantalon a besoin d'être repassé souvent, et comme ses plis nets s'assortiraient mal avec des chaussures ternies, vous tiendrez à raviver tous les jours le brillant de celles-ci. Si vous n'avez pas d'idée arrêtée sur la couleur à leur donner, sachez que le noir va très bien avec un costume bleu marine. [...] Le règlement vous laisse le choix du ton de vos cravates et chacun peut avoir ses préférences, mais ce ne sera pas une faute de goût de fixer son choix sur une cravate noire : sa teinte foncée fera un heureux contraste avec une chemise impeccablement claire. [...] Pendant que vous prenez votre repos, votre complet, lui aussi, a besoin de se détendre : pour qu'il ne soit pas prématurément fatigué, vous le placerez sur un cintre et le soumettrez à de fréquents brossages. [le dessin illustrant le propos montre la femme, en tablier de ménagère, qui brosse la veste tandis que notre homme lustre ses chaussures !] Enfin, ne considérez pas vos poches comme un débarras ; elles peuvent êtres utiles mais ne sont pas destinées à remplacer une sacoche. »

Au-delà de l'aspect, l'enjeu de l'uniforme est évidemment de formater la vision de l'autre et de soi-même. Vision hiérarchique que la SNCF essaye de raccrocher malgré tout à une humanité ! « Le contrôleur n'est pas seulement vu de loin comme un soldat de parade, il doit

entrer en rapport avec les autres humains que sont les voyageurs. [...] Lorsque vous êtes armés pour affronter les questions les plus épineuses, une dernière étape reste à franchir : vous faire comprendre du voyageur. Ne perdez pas de vue que vous avez affaire à des gens auxquels l'exploitation du Chemin de Fer est complètement étrangère et qui ne sont pas toujours d'un niveau intellectuel très élevé. »

Contrôle et rapport à la règle

Mais cette hiérarchisation du rapport salarié/voyageur est d'une certaine manière contraire à l'énoncé précédent des « désirs » de ce dernier instituant les devoirs du premier. Et cette dialectique porte toute la vision du contrôle : *« Vous avez toujours la ressource de vous retrancher derrière le règlement et à la dernière extrémité de rappeler à votre interlocuteur que vous avez le pouvoir de le faire respecter, sans qu'il soit nécessaire de vous imposer par des paroles désagréables. [...] Rien n'est plus normal que de voir un Contrôleur contrôler, mais prendre un air soupçonneux est aussi désobligeant qu'inutile. »*

Gênée aux entournures, la SNCF a besoin à la fois de rappeler la transcendance de la règle, et de prévenir les effets d'une application exclusivement autoritaire : *« Vous n'êtes, bien sûr, pas maître de modifier les textes réglementaires que vous êtes chargés de faire respecter, mais vous ne devez pas accroître leur rigueur par une animosité injustifiée. [...] A côté des délits bien caractérisés pour lesquels le Contrôleur doit toujours intervenir, il existe des infractions mineures pour lesquelles il doit faire preuve d'une interprétation intelligente du règlement. Le règlement est un appareil obligatoirement rigide qui doit englober sous une forme générale un nombre considérable de cas d'espèce et en particulier les cas extrêmes. Parfois c'est seulement pour ces cas-là que l'on a dû légiférer et vouloir alors l'appliquer aveuglément n'aboutit qu'à gêner sans contrepartie la clientèle. »*

La mission de contrôle du contrôleur n'est certes pas moins affirmée : *« La recherche des fraudeurs est cependant une opération essentielle, bien que délicate, et que vous devez poursuivre activement et méthodiquement. »* Mais dans une situation concrète de contrôle, les instructions sont loin du discours ultra-répressif d'aujourd'hui : *« Si, au contraire, vous avez affaire à un voyageur qui, ne pouvant invoquer des circonstances valables, tente de vous influencer par son aplomb, ne cachez pas la possibilité qui vous est réservée d'établir un procès-verbal. Mais gardez-vous bien de lui laisser croire que vous le considérez comme un fraudeur, si vous n'avez pas de preuves certaines à faire valoir. Ne cessez pas de le traiter en client car vous avez peut-être affaire à un homme qui, par amour-propre ou orgueil, s'entête à vouloir avoir raison. Le fraudeur est l'exception et, dans le doute, il faut se montrer prudent. »*

Au final, une phrase résume la hiérarchie des subordinations, de la sollicitude à la concurrence et de la concurrence à la contrainte : *« Mise à part une infime minorité d'individus de mentalité ou de moralité anormale, envers lesquels il est parfois nécessaire d'user de la contrainte, nos clients, il faut que vous en soyez persuadés, doivent être traités avec la même sollicitude que celle dont ils sont l'objet de la part de nos concurrents. »*

Il suffisait alors que le contrôle soit érigé comme valeur de civilisation et les transports comme lieu privilégié de ces contrôles [2], pour que coexistent désormais une sollicitude proportionnellement liée à la solvabilité, et une répression des indésirables qui ne s'embarrasse plus de doute ou de prudence. **Dr M.**

---

1. Voir les articles de Sitta Neumayer, compagnon du Gr. Louise-Michel, disponibles sur la page du groupe du site federation-anarchiste.org

2. Voir mes récents articles, disponibles sur la page du groupe du site federation-anarchiste.org.

Outre des articles réguliers dans *Le Monde Libertaire*, différents textes permettent d'approfondir la question des transports gratuits pour tous. Notamment :

- *Zéro Euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous* (Éd. du Monde Libertaire – Alternative Libertaire, 2002)

- Article « Transports publics et gratuité : d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lepic, dans la revue *Réfractions* n° 15 – Hiver 2005, consacrée aux services publics). Voir le site refractions.plusloin.org.

Pour agir en Ile-de-France

Collectif RATP (Réseau pour l'Abolition des Transports Payants), 145, rue Amelot, 75011 Paris, gratuit@samizdat.net, metro.samizdat.net.

Pour une réflexion complémentaire sur la gratuité, voir l'essai *Pour la gratuité* de Jean-Louis Sagot-Duvauroux (Desclée De Brouwer, 1995, augmenté et revu en 2006 aux éd. de l'Éclat), aujourd'hui gratuitement diffusé via le site des Ed. de l'Éclat ou celui de Périphéries.

La gare de Perpignan.

L'Europe dans la

Jacques Langlois

Les gesticulations de Zébulon Ier à propos des conférences internationales en Europe et au G20 font doucement marrer. Notre bon maître tire la couverture à lui pour les « avancées » obtenues pour résoudre la triple crise financière, économique et sociale qui secoue le monde depuis l'éclatement des prêts US dits à « subprime ». C'est de la rigolade. Déjà les USA continueront de se faire financer à crédit par le reste du monde avec l'aimable complicité de pays tels la Chine qui ont accumulé de fortes réserves en dollars et qui ne tiennent pas à un écroulement de l'économie américaine : il faut lui vendre et espérer que les USA ne seront pas contraints de dévaluer eu égard à la croissance exponentielle de leur déficit budgétaire. Car celui-ci croît de plus belle avec les énormes cadeaux consentis aux banques et aux compagnies d'assurance pour les renflouer en les débarrassant de leurs actifs pourris aux frais du contribuable ! Depuis mi-2007, on en est déjà à 2 000 milliards de dollars en plus de la dette publique montée à 63 % du PIB en 2007 (65 en France sous le vertueux Tsarcowitch – agréable combinaison de tsar, co, comme copains et compagnie, et witch comme *sorcière-tout-puissante*). Le spectre est celui d'une déflation américaine avec écroulement corrélatif du dollar. Ce n'est pas improbable. La récession américaine a déjà entraîné une baisse énorme du cours du pétrole (de 150 dollars le baril à moins de 50), des matières premières, des denrées agricoles car tous les pays se sont mis à se restreindre et sont eux-mêmes en voie de récession. La croissance chinoise a déjà reculé de 10 % à 7-8 %, ses débouchés s'étant raréfiés. Les Gibbies, les Teutons, les Ibères connaissent déjà un ralentissement sévère. La France, moins impliquée dans le crédit immobilier, les fonds de pension, les spéculations visant à faire cracher de « la valeur pour l'actionnaire » (fonds de pension et d'investissement, hedge funds spécualtifs, LBO) est en baisse, mais moins que dans d'autres pays.

Dans ce contexte très dangereux pour le capitalisme productif et financier, on pouvait se demander si l'Europe se serrerait les coudes. C'est ce que croit notre présidentiel avocaillon qui s'imagine que ses effets de manche ont serré les rangs. Qu'en est-il en réalité ? Eh bien les pays européens jouent en fait perso ; du reste l'agité du bocal ne peut que reconnaître qu'il n'y a pas de réponse coordonnée à la crise mais des régulettes affichées, à l'intérieur desquelles chaque pays fait sa propre tambouille.

Les Saxons-gibbies mènent leur barque : renflouement de leurs banques et assurances contre des prises de participation publique dans leur capital et un contrôle étatique d'icelles ; baisse de 2,5 points de la TVA pour relancer la consommation intérieure, flottement de la livre sterling qui est déjà descendue de 1,50 euros à 1,10 pour remonter les exportations, accroissement vertigineux de la dette publique (qui était à 45 % du PIB) avec une dette privée à 160. Fastoche, la Grande-Bretagne n'est pas dans l'euro-groupe et peut laisser flotter sa monnaie en faveur de ses intérêts commerciaux. Cela urge car la valeur ajoutée chez les Britanniques est à 20 % constituée par la finance et il en est de même pour 10 % de son PIB, via la City et ses paradis fiscaux associés (Jersey, Guernesey, île de man, îles Caïman, les biens nommées – des crocodiles, des « glaviots », etc., c'est caïman pareil –, etc.). La baisse de la livre correspond à une forte dévaluation au détriment évidemment des autres pays européens et à une baisse de la dette anglaise en livres constantes (et surtout en devises étrangères) afin d'euthanasier les rentiers et rembourser l'étranger ayant souscrit des emprunts en livres en monnaie de singe. La Grande-Bretagne se lance aussi dans une bonne vieille politique keynésienne de relance de la demande (baisse de la TVA).

Les Teutons jouent aussi perso ; ils ont renfloué leurs banques mais rechignent à mettre en place un plan économique de relance pourtant recommandé par l'UE. Forts de leurs excédents commerciaux colossaux (obtenus en délocalisant en Europe de l'Est et en saignant le salariat depuis la politique Schröder reprise par Merkel), ils ne veulent pas payer pour le reste de l'Europe et tiennent à l'euro fort. En ce moment, ils hurlent contre le paiement par les entreprises de droits à polluer, jusqu'à présent gratuits, qui avantagerait la production nucléaire d'EDF alors qu'ils utilisent essentiellement le charbon et le lignite pour leurs centrales électriques. Ah que voilà de bons Verts…

Les Ibères relancent grâce au bon état de leurs finances publiques peu endettées ; ils en ont bien besoin : l'immobilier, source majeure de la croissance, s'effondre et par voie de conséquence le chômage s'accroît. Les Irlandais ont brûlé toutes leurs cartouches en affichant qu'ils rembourseraient tous les avoirs détenus par leurs banques en capilotade et cela sans consulter les « partenaires » européens. Manque de chance, les voilà touchés par le porc et le bœuf à la dioxine parce qu'ils avaient substitué des huiles à l'alimentation du bétail en maïs et autres aliments jugés trop chers. Et rappelons

crise ?

que l'Irlande recueillait nombre d'investissements étrangers grâce à son taux de 12,5 % d'impôt sur les sociétés contre 30 % en moyenne en Europe.

Tsarcowitch, lui, s'est engagé pour 300 milliards de prêts aux banques, pour 40 milliards de soudure et pour 10,5 milliards de recapitalisation des banques sans pour autant y prendre des participations et y exercer un contrôle de l'usage des fonds. Puis il a annoncé un plan de relance de 26 milliards... étalé en fait sur deux ans et constitué pour plus de la moitié par des remboursements anticipés du fisc aux entreprises et par des accélérations de programme d'investissements déjà programmés à la SNCF, à EDF et autres boîtes encore semi-publiques. Rappelons les 22 milliards consentis en aides aux PME en octobre 2007. Faiblichon et bien libéral car axé sur l'offre par l'investissement et non la relance par la consommation hormis les 800 millions de distribution de 200 euros à tous les titulaires de minima sociaux en avril 2009, le minuscule 1,5 milliards du RSA et la sarkozette de 1 000 euros de prime à la casse pour les véhicules de plus de 10 ans. Tiens donc, pourquoi les hyperlibéraux britanniques font-ils de la relance par la consommation alors que la France dope l'investissement? De toute façon, ce miniplan de relance s'avère d'ores et déjà insuffisant.

Sur ces entrefaites, on apprend qu'Obama envisagerait 1 000 milliards de dollars de plus (par rapport aux 2 000 milliards déjà consentis depuis début 2007) pour aider la relance américaine, sans même parler des 30 milliards réclamés par l'industrie automobile. Comme prévisible, l'apatride M. Gohsn (il ne connaît qu'une patrie, celle du fric) , de Renault-Nissan, vient de demander de l'aide à l'État français. La FED vient de baisser son taux directeur (celui auquel elle prête aux banques) à moins de 0,25 %. C'est une subvention à l'économie américaine. On s'oriente donc vers des aides à tire-larigot, ce qui signifie un protectionnisme indirect. Dans les réjouissances sur le capitalisme financier autorégulé, on apprend que l'un des pontes du Nasdaq américain a grugé ses investisseurs, avides d'un rendement permanent à 12 %, de 50 milliards de dollars. D'où des pertes supplémentaires formidables pour Natixis, Fortis et la BNP. Cela montre encore plus la pourriture du système, bien au-delà des malversations de financiers véreux.

On notera que le sieur Madoff – un pseudo – a bâti sa pyramide de Ponzi en s'appuyant sur le réseau communautaire juif aux USA et sur ses alliés israéliens. Cela aurait pu être un réseau albanais, serbo-croate ou de la mafia italienne; donc ce qui compte ce n'est pas le mot juif mais le mot réseau. Car la caractéristique principale de la finance mondialisée est de nier les solidarités sociales ou nationales pour s'appuyer sur des individus atomisés et des communautés molécularisées et, surtout, sur des réseaux fricophones et fricophiles, qui cherchent à améliorer le rendement de leur fric. Parce que le capital est fondé sur la rentabilité et que les individus riches et les communautés assoiffées de puissance sont attirées par les promesses de rendement comme les mouches par le miel. C'est une mentalité que le capital encourage depuis toujours. Dans une culture capitaliste dont le fondement est la recherche individualiste du maximum de fric pour ceux qui le peuvent et le veulent, il n'est pas étonnant que de tels dérapages se produisent de plus en plus rituellement au fil de récurrents scandales financiers depuis vingt ans (Saving loans, LTCM, Enron, Subprimes, etc.).

La question est donc: va-t-on replâtrer le système pour que la finance mondialisée et systémique continue de pigeonner les gens et de saboter l'économie productive ou va-t-on enfin mettre de l'ordre socio-économique et surtout solidaire dans ledit système? La réponse du minimax-progrès à talonnettes est de sauver la finance structurellement corrompue. Étonnant, non, M. Cyclopède? La réponse des syndicats a été une grande grève unitaire et générale le 29 janvier. Dieu vous entende, mon fils...

L'enjeu de la réponse est de savoir si le capital va repartir de plus belle après avoir fait socialiser ses pertes et avoir été renfloué sur fonds publics. La mise risque d'être trop grosse. En effet, comme on l'a vu, chaque pays, à commencer par les USA, va se lancer dans un protectionnisme qui ne dit pas son nom – fondé sur des aides indirectes et non des restrictions douanières. Chaque pays jouant perso, il y a gros à parier sur une récession mondiale et, pire, sur une déflation mondialisée. Le scénario catastrophe d'un écroulement du dollar n'est pas du tout improbable car qui va acheter du dollar avec les dettes de plus en plus massives des USA et sa récession? Si le dollar s'écroule, les réserves de change des PVD (Chine en tête) ne valent plus rien; il n'y a plus de système monétaire international, ce sera le chacun pour soi.

J. L.

Tunisie

Justice en berne

au bassin minier de Gafsa

À Gafsa (sud-ouest) une délégation syndicale internationale a assisté au procès en appel des leaders du mouvement social qui secoue depuis janvier 2008 le bassin minier de cette région. Le procès a finalement été repoussé au 3 février.

La délégation – composée de syndicalistes algériens (Snapap), marocains (CDT et ODT) et français (FSU, Sud et CNT), d'un avocat de la FIDH et d'une sénatrice PC *, a constaté mardi 13 janvier une parodie de justice à Gafsa, assortie d'un véritable *black out* médiatique, dans le cadre d'un procès très « politique ». À quelques mois de l'élection présidentielle, Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, veut à tout prix éviter la contagion à d'autres régions de ce mouvement social survenu dans une zone délaissée.

L'audience a démarré sous étroite présence policière, en uniforme ou en civil, dehors comme dedans. Une véritable chape de plomb posée sur le tribunal. 33 des 38 prévenus, dont plusieurs incarcérés depuis des mois, risquaient pour certains jusqu'à 10 ans de prison. Ils étaient notamment accusés de « participation à une entente criminelle en vue de commettre des attentats contre les personnes et les biens, rébellion armée commise par plus de dix personnes et troubles à l'ordre public ». Quand la justice tente de faire passer des syndicalistes pour des bandits de grands chemins…

Les avocats – au nombre de quatre-vingts – ont d'abord adressé plusieurs requêtes aux magistrats. Des requêtes déjà formulées en première instance et restées sans réponse. Les pièces à conviction (des CD de « propagande », des tracts, trois bâtons…) n'ont jamais été présentées, les accusés n'ont pas pu s'exprimer, à l'image d'Adnan Hajji, syndicaliste enseignant, un des leaders du mouvement, qui n'a pas été entendu par le juge d'instruction; les témoins, de l'accusation comme de la défense n'ont pas été présentés non plus. Sans compter les nombreux vices de forme (PV antidatés ou truqués pour des accusés), et les difficultés pour les avocats à rencontrer la plupart des accusés avant le procès.

Pour toutes ces raisons – une seule aurait pu suffire – les avocats ont demandé la remise en liberté de tous les accusés et le report du procès. Ils souhaitaient aussi des expertises médicales pour certains prisonniers et le respect du droit de visite des familles, largement bafoué.

Si l'on ajoute les cas de tortures avérées lors des interrogatoires, ces requêtes étaient fondées et pourtant les juges n'ont pas donné suite à ces demandes. Au grand dam des accusés, retournés dignement en cellule, main dans la main et tournant le dos aux juges et des familles, dont certaines ont été interdites d'accès au tribunal.

L'UGTT, la centrale syndicale unique non présente sur les lieux- elle avait dépêché deux avocats et fourni des soins – est restée dans une posture étonnamment neutre. Pour l'heure, après une période de défiance à l'égard du mouvement – suspension d'Adnan Hajji avant de le réintégrer –, elle entend négocier avec le régime une sortie de crise en insistant notamment sur la redynamisation économique de cette région, où le taux de chômage dépasse les 30 %.

Pas sûr que cela convienne aux syndicalistes de l'UGTT, qui n'ont pas tous apprécié l'attitude de leur direction. « Si le 3 février, le jugement reste tel quel, nous emploierons d'autres méthodes, parmi celles-ci la grève » prévient un membre du syndicat de l'enseignement de base. Mobilisation à poursuivre pour l'un des plus gros mouvements de l'histoire sociale récente en Tunisie, après la grève générale de 1978 et les émeutes du pain en 1984.

Duslam
CNT

---

* *. cf. communiqué de soutien : http://www.cnt-f.org/international/spip.php?article287

Quelques dates

Janvier 2008 : Des jeunes protestent spontanément à Redeyef, après la publication des résultats du concours d'embauche à la Compagnie des phosphates de Gafsa. Début des manifestations pacifiques, sit-in, occupation, grève de la faim.

Début avril : arrestation de plusieurs personnes dont des syndicalistes. Une grève générale régionale est menée, les militants finalement relâchés.

Juin 2008 ; la résistance ne faiblit pas, les forces de l'ordre tirent à balles réelles sur la foule le 6 juin, faisant deux morts et de nombreux blessés. Arrestations massives et recherche des fuyards. Les femmes poursuivent néanmoins le mouvement et réclament les libérations.

Témoignage d'un prévenu

L'un des prévenus Boujemaâ Chrayti, infirmier à Redeyef :

« Nous ne faisions que manifester pour le droit au travail et contre la corruption locale, mais le régime a répliqué par la force. Comme d'autres, j'ai d'abord été arrêté en avril chez moi. J'ai été tabassé sous les yeux de ma famille. Après le 6 juin, je me suis réfugié dans la montagne avant de revenir travailler car je n'avais plus rien. Ils sont venus me cueillir à mon travail. En cellule, j'ai entendu hurler plusieurs fois mon fils (lui aussi en prison) victime de torture. Les geôliers me narguaient. Je n'oublierai jamais. À présent, je me fais beaucoup de souci pour mon fils, toujours incarcéré. »

Avorter à Grenoble

Flics, curés, médecins, ils ne décideront plus pour nous

LN
groupe Pierre-Besnard

« **Il aura suffi de parler** d'avortement, entre femmes, pour que certaines sortent du silence et disent qu'elles ont été maltraitées au sein des institutions médicales actuelles. » Voilà par quoi commence l'éditorial de *Avorter. Histoires des luttes et des conditions d'avortement des années 1960 à aujourd'hui*. Mais de tous temps, les femmes ont été maltraitées quand elles voulaient décider pour elles-mêmes : est-ce à dire qu'il en est de même aujourd'hui ?[1] Oui, à en croire ces paroles de femmes et d'hommes à Grenoble, ville qui a connu de fort belles luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception, avec le Planning familial grenoblois, le Clac (Comité pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception), le Mlac-Choisir (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), la Maison des Femmes, entre autres.

Les premiers actes publics de résistance remontent aux années 1950 lorsque Fabre, jeune gynécologue, ancien résistant et membre du PC, se voit confronté à l'hôpital de Grenoble à des curetages à vif post-abortifs. Il y découvre les souffrances et les mutilations exercées sur les femmes : « c'était intolérable, on (le personnel médical) amassait des scoubidous (jusqu'à dix fils torsadés) dans l'utérus. On voyait des tétanos post-abortifs atroces ». Le 12 février 1958, il tient une conférence sur le Birth Control. Cette même année, le Planning familial se constitue présidé par un professeur de philosophie à l'Université de Grenoble, Georges Pascal. Il est temps de passer aux actes « sans redouter la paille humide des cachots ». Une douzaine de personnes, journaliste, avocat, employé de la fonction publique, professeur, médecin, scientifique, instituteur,... et aussi de tous bords politiques, gauchiste, anarchiste, anarcho-syndicaliste, radical-socialiste, trotskyste,... prennent le risque de fonder l'équipe d'un centre de planification familial. En 1961-1962, des diaphragmes sont passés de Suisse à Grenoble vis des camions de la Fédération anarchiste internationale avec des armes et des munitions pour le Front de libération nationale d'Algérie.

L'ouvrage est organisé en 5 parties chronologiques : Avant 1961, la répression de l'avortement : De 1961 à 1974, les luttes pour l'avortement libre et gratuit ; De 1975 à 1979, la légalisation de l'avortement ; De 1980 à 2000, l'institutionnalisation des luttes ; De 2001 à 2008, progrès et détérioration du droit. L'intérêt réside dans la parole libre parce que militante qui rebondit de la France en général à Grenoble en particulier

Les luttes des années 70 sont ainsi exposées : le privé est politique ; le droit de chaque femme à disposer de son corps, à n'avoir de maternités et de rapports sexuels que désirés et choisis ; le corps des femmes ne doit pas être le ventre pour l'État ou pour l'Église ni un corps à contrôler par l'institution médicale ou mis à disposition du mari. En luttant contre les viols, conjugaux ou non, contre les interdits de contraception et contre les préjugés sexistes, les femmes revendiquent le droit pour les femmes d'avoir du plaisir sexuel, ainsi que celui de dissocier maternité et sexualité. Le MFPF (Mouvement Français pour le Planning Familial), le MLF et le Mlac sont en première ligne.

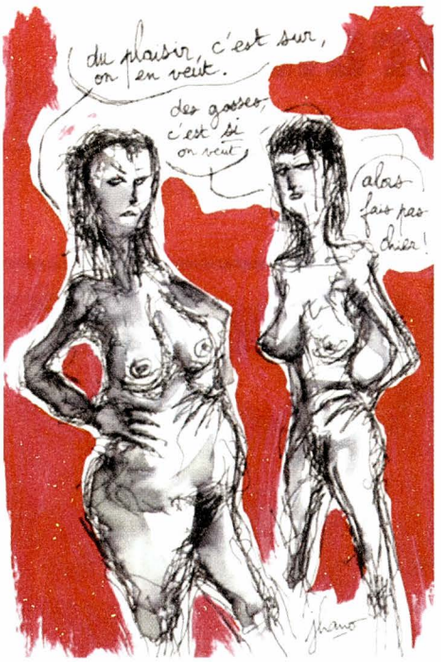
Le torchon brûle ici, *Marie Colère* là-bas. À Grenoble, un des militants du Planning familial met au point la fabrication d'une gelée spermicide. Face au 2060 femmes avortées dans des cliniques anglaises pour la seule année 1974 domiciliées sur le site isérois, des forces se déploient. La Mnef assure une entraide concrète avec quelques étudiants et étudiantes en médecine qui décident de poser des sondes gratuitement, sans danger, en évitant humiliation et culpabilisation. Le Clac assure l'accueil, les entretiens et l'assistance pendant l'intervention, les militants et les militantes apprennent à manier la canule

La répression s'abat : Mammy Marie-Rose, 66 ans, femme de ménage au Campus de Saint Martin d'Hères, est jugée pour le motif de provocation d'avortement sur l'épouse d'un ouvrier et condamnée à 5 mois de prison avec sursis (dont 1 mois ferme fait en préventive). Un médecin grenoblois est emprisonné pour avoir provoqué un avortement.

Les avortements continuent d'être pratiqués au 5215 de la Villeneuve. En 1973, le CLAC fait éditer chez Maspéro *Libérons l'avortement*. Le 8 mai de la même année, le docteur Annie Ferrey-Martin est arrêtée avec son mari et sa belle sœur à leur domicile de la Villeneuve, là où se trouve la « clinique interdite ». C'est la sortie officielle de la clandestinité de l'avortement. À la Villeneuve, 500 femmes y avaient avorté en toute sécurité

depuis un an. C'en était trop pour le pouvoir! 10000 personnes défileront au cri de « Flics, curés, médecins, ils ne décideront plus pour nous ». Il y aura levée de l'inculpation et non lieu. Mais la police continuera de charger violemment pour la projection d'*Histoire d'A.* de Charles Belmont et Marielle Issartel. Malgré l'interdiction par le préfet, le film sera diffusé dans les quartiers, les usines, à l'hôpital. Tant les luttes pour la libéralisation de l'avortement furent vives et collectives, tant la loi apparut pour ce que Simone Veil voulait. Ne dit-elle pas en 1974 à l'Assemblée pour défendre la loi qui portera son nom « je dis que nous sommes dans une situation de désordre et d'anarchie qui ne peut plus continuer ».[2] Remettre de l'ordre, vous dis-je! Misette, alors 66 ans, explique qu'elle ne désirait pas cette loi, comme bon nombre de femmes: il n'y avait pas à légiférer sur un droit fondamental mais supprimer les lois pénales et assurer une pratique légale et sécurisée.

Comme dans d'autres villes, des associations vont continuer l'action militante des groupes Femmes, et une maison des femmes va voir le jour en juin 1977. En novembre, les Grenoblois et Grenobloises pourront lire le premier numéro du journal féministe *Marie Colère*, dans la lignée du *Torchon brûle* (1971-1973), le célèbre journal du Mouvement des Femmes. Mais l'institutionnalisation comme ailleurs va faire perdre le sel piquant du mouvement des femmes et des hommes qui veulent être libres dans leur sexualité et dans leur désir de parentalité.



Aujourd'hui à Grenoble, les restructurations hospitalières vont bon train. Le Centre médico-social de la femme doit fermer malgré la grève des personnels en 2002, et les manifestations de 2005 pour la commémoration des 30 ans de la loi Veil. En 2006, la première pierre est posée d'un Hôpital Couple-Enfant: les féministes y voient un relent vichyste! Mais en 2008, on apprend qu'un centre de planification familiale fera partie des activités mais y avortera-t-on? N'est-ce pas cette actualité qui a revivifié l'histoire des luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception? Et l'écriture de cet ouvrage?

« Pourquoi ne sommes-nous pas en joie d'interrompre notre grossesse, de maîtriser notre corps, de le réguler, de vivre avec, non pas comme une fatalité, mais comme avec un élément puissant que nous développons d'une manière, puis d'une autre, puis encore d'une autre façon?

Se réapproprier cette histoire a été aussi l'occasion de nous poser à notre tour la question de la place toujours fragile de la sexualité des femmes dans notre sexualité. De nous demander comment la médecine traite le corps des femmes et en particulier leur sexe. De nous demander comment nous aimerions avorter et comment mettre en place ces conditions. Et aussi de nous demander comment nous en venons à avorter » **LN**

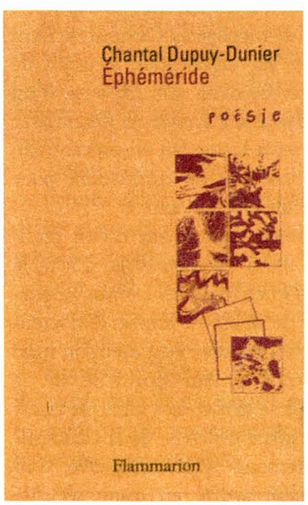
Le livre est en lecture libre sur atheles.org/tahin-party ou commandable sur tahin-party.org.

1. Collectif IVP, *Avorter. Histoires des luttes et des conditions d'avortement des années 1960 à aujourd'hui*, Éditions Tahin party, 2008, 6 euros.

2. Veil S., *Les hommes s'en souviennent. Une loi pour l'histoire*, Stock, 2004.

L'or du temps

Chantal Dupuy-Dunier nous revient avec ce qui est plus qu'un recueil: un gros volume de poèmes, une somme, son premier dans la collection Poésie-Flammarion [1]. Autant d'écrits que de jours dans une année, et qui justifie son titre: *Éphéméride*. A priori, on peut être réticent (et je le fus de prime abord) à une entreprise qu'on imagine quelque peu formelle et dont l'astreinte pourrait limiter l'élan, le « travail » l'emportant sur le « faire » dans une suite d'instantanés disparates. Dans cette optique, je ne retrouve plus le nom de ce poète qui s'était imposé la même démarche et n'évita pas l'obstacle...



Mais d'emblée, par le plaisir que suscite la saveur de son écriture toute en attention et délicatesse – en poésie, on songe à Jean Follain; en prose à Georges Navel – Chantal Dupuy-Dunier échappe merveilleusement à ce qui aurait pu être une série de textes prisonniers de présents successifs. En nous emportant, d'un poème à l'autre, dans le déroulement d'une écriture tendre et amoureuse, elle reconstitue une histoire.

Des lieux d'enfance au jardin d'aujourd'hui, de la mère à la Mamie – par petites touches, à leur histoire aussi – jusqu'à la maison de Cronche [2], son territoire d'écriture et de poésie, Chantal reste fidèle à ses racines et plante les arbres du futur. Chaque éphéméride de ce calendrier intemporel participe d'un « tout » encerclé des mêmes vers qui ouvrent et ferment les parenthèses de ce beau livre: « Ce qui énonce le poème / est toujours le geste. » La liaison interne, parfois ténue au gré de l'instant, reste presque toujours si évidente qu'on ne saurait citer un poème sans éprouver le sentiment de rompre un lien, de trahir un courant. L'épigraphe (signée Héraclite) est significative à cet égard: « Sur la circonférence le commencement et la fin sont communs. »

Puisque je ne pouvais pas choisir, j'ai fait intervenir le hasard à ma place. Comme d'autres le firent en ouvrant un dictionnaire sur le mot « dada », je suis tombé sur un poème du 18 juillet:

Un scarabée
carrossé comme une Ferrari
fait lentement le tour d'un pot de pensées.
Chacun de nos pas met en mouvement
un film accéléré de sauterelles et de grillons.
De quel monde
Sommes-nous les insectes?

Le hasard fait bien les choses. Mais, plus que l'écriture du poème, Chantal Dupuy-Dunier sait que l'essentiel consiste à « vivre en poésie ». *Éphéméride* en est la très heureuse illustration qu'il convient de saluer contre la dictature des horloges.

Claude Kottelanne

---

1. *Éphéméride*, éd. Flammarion 370 p. 20 euros.

2. *Creusement de Cronce*, éd. Voix d'encre, 17 euros.

Pierre Naville

Servir la révolution

Au rendez-vous des amis, Max Ernst.

Alain Cuenot

Se plonger dans l'œuvre de Pierre Naville [1], c'est avant tout découvrir l'importance de la démarche révolutionnaire d'un militant et d'un combattant inlassable, déterminé à faire avancer la voie de la libération humaine. C'est également souligner la force de conviction d'un intellectuel séduit par le surréalisme et d'un chercheur qui se passionne pour les sciences sociales et la sociologie en particulier. Son intense activité politique et culturelle le conduit à aborder des disciplines multiples telles que la psychologie, la littérature, la sociologie, les questions militaires et le fait apparaître à la fois comme un encyclopédiste dans la tradition des Lumières et un grand penseur marxiste. Témoin de son époque, Pierre Naville participe à tous les débats qui agitent la gauche révolutionnaire et le monde des lettres et des sciences de 1924 à nos jours. Se mobilisant politiquement et scientifiquement pour combattre toutes les formes d'étouffement humain à l'intérieur du circuit marchand, Pierre Naville s'efforce de redéfinir à chaque instant le sens de son combat révolutionnaire. En suivant pas à pas Pierre Naville dans ses engagements, ses refus, ses mises en gardes, nous pouvons saisir la spécificité et l'originalité d'un intellectuel aux multiples facettes, aux multiples vies, dressé contre tout esprit d'orthodoxie, décidé à bousculer l'ordre bourgeois et son capitalisme dominateur.

L'expérience surréaliste

Étudiant en philosophie, âgé de vingt ans, Pierre Naville rejoint les rangs du surréalisme sur l'invitation de Louis Aragon. Directeur de *La révolution surréaliste* avec Benjamin Péret, il se lance avec passion dans l'exploration du surréel mais veut aller plus loin dans la volonté affichée par le groupe surréaliste de changer la vie, de bousculer l'ordre établi et sa morale. Impatient et rebelle, il pousse ses amis surréalistes, à se tourner vers l'action politique et à venir servir la cause de la révolution. Il est le premier à poser la question de l'engagement de l'intellectuel en terme d'alternative radicale : intellectuel ou révolutionnaire, dans sa controverse fertile avec André Breton. Il renonce alors à la littérature pour se consacrer à la vie politique et militante dans les rangs du P.C.F. Désireux de se montrer plus efficace encore, il prend en charge la direction de la revue *Clarté* en juin 1926 avec Marcel Fourrier et s'efforce d'en faire un outil d'éducation communiste. Restant en relation avec ses camarades surréalistes, il les encourage à adhérer au parti.

Le mouvement trotskiste

Du communisme dont il mesure très vite les limites doctrinales, guidé dans sa réflexion par des personnalités comme Victor Serge, Alfred Rosmer, Boris Souvarine, il se tourne, après son voyage à Moscou, vers le trotskisme en octobre 1927. Dès son retour, il fait paraître dans *Clarté* non seulement le testament politique de Lénine, mais également la lettre posthume d'Abraham Joffé qui, frappé d'une maladie incurable, s'est donné la mort en signe de protestation contre la politique de répression mise en place par Staline contre les oppositionnels russes. Exclu du PCF en février 1928, il se consacre alors avec la plus grande énergie à organiser le mouvement de l'opposition de gauche en France de 1928 à 1939. Séduit par la personnalité de Léon Trotsky, il franchit une nouvelle étape dans son combat politique et idéologique. Avec courage et obstination, entouré d'une poignée de militants, il s'applique à faire triompher la cause du pouvoir prolétarien débarrassé du joug sta-

linien et à bousculer le système d'exploitation capitaliste.

Au cœur du renouveau

Prenant définitivement ses distances par rapport au trotskisme militant, Pierre Naville fonde désormais sa démarche idéologique sur un marxisme renouvelé et critique, seul capable d'appréhender la complexité et la singularité du terrain historique issu de 1939-1945. Acteur politique majeur de la nouvelle gauche, tour à tour dirigeant du MSUD, du PSG, de l'U.G.S., membre fondateur du PSU dont il rédige la charte d'unification avec Oreste Rosenfeld et Jean Poperen, P. Naville redouble d'efforts pour rassembler dans un front unitaire les forces de gauche, communiste et non communiste, afin de faire triompher un socialisme démocratique placé au service des travailleurs. Il se bat sur tous les fronts. Contre le jeu des blocs, il oppose le neutralisme et la construction d'une Europe sociale au service des peuples. Il combat sans cesse la répression coloniale de la IVe et de la Ve République, le pouvoir gaullien, son capitalisme d'État et sa bureaucratie, son complexe militaro-industriel. Il est à l'avant-garde d'une pensée socialiste moderne revendiquant, des la fin des années cinquante, la reconnaissance d'une pratique autogestionnaire, l'application des 35 heures, une planification populaire et décentralisée, un contrôle ouvrier des nationalisations. Face à la crise pétrolière des années soixante dix, il relance avec l'appui de la CFDT la nécessaire application d'une politique autogestionnaire, seule réponse possible aux structures d'étouffement du pouvoir patronal, exploitant tous les processus technologiques nouveaux liés à la révolution informatique pour augmenter ses plus values au dépens des salariés. Il lutte sans relâche contre le socialisme soviétique et son arbitraire politique et plaide pour que le PCF réalise sa révolution intérieure lui permettant de retrouver une autonomie de pensée vis-à-vis de Moscou afin de travailler efficacement à la réalisation d'une authentique société prolétarienne. Il stigmatise à plusieurs reprises et dans sa brochure *L'intellectuel communiste* (1956) l'attitude complice et aveugle de l'intelligenstia communiste et des compagnons de route, à l'instar de Jean-Paul Sartre, qui ont cautionné par leur servilité le pouvoir stalinien et sa terreur politique. Dans sa série du *Nouveau Léviathan*, il montre avec précision les contradictions du système soviétique, les imperfections accumulées d'un socialisme marchand consolidant les privilèges d'une nomenklatura toute puissante visant à l'exploitation systématique des travailleurs en régime communiste.

L'éléphant des Célèbes, Max Ernst.

Marxisme et sciences

Pour Pierre Naville, le marxisme et ses méthodes d'investigations demeurent une donnée essentielle de sa démarche de chercheur. Repoussant la dimension hégélienne du marxisme, Pierre Naville retient le Marx savant, fondateur de la sociologie moderne. Alliant marxisme et scientificité, il prône un objectivisme radical. Traducteur de l'œuvre de Watson, il se présente comme un théoricien reconnu du behaviorisme. Praticien de l'orientation professionnelle, il met en lumière le poids des déterminants sociaux et économiques dans l'orientation de l'élève au sein de l'appareil scolaire. Puisant dans l'œuvre du baron D'Holbach et de Thomas Hobbes, il cherche à distinguer les racines marxistes de la philosophie matérialiste. Cofondateur avec Georges Friedmann de la sociologie du travail, il démontre avec constance, par ses enquêtes et ses nombreuses publications le degré d'aliénation qui s'abat sur l'ouvrier confronté au circuit économique du capitalisme et à ses processus de production automatisée et informatisée.

Dans cette perspective de travail original, Pierre Naville se préoccupe de produire un savoir scientifique engagé qui se place prioritairement au service du mouvement ouvrier et syndical. Face à une sociologie de plus en plus empirique et éclectique qui sépare doctement le travail de recherches et ses conséquences utiles pour le mouvement social, il se définit comme « un militant chercheur » décidé à faire de la sociologie du travail « une recherche citoyenne » directement impliquée dans le mouvement d'affranchissement du salarié. Devant la prétention de certains spécialistes de déclarer la fin du marxisme dans les années soixante, Pierre Naville réagit vivement, réaffirme sa foi dans une pensée et des principes analytiques d'une parfaite actualité et récuse avec force toute forme d'autosoumission aux pseudo lois naturelles du capitalisme.

En se penchant sur l'œuvre de Pierre Naville où le champ du savoir et de l'action se mêlent intimement, nous pouvons mesurer, chez cet intellectuel hors du commun, une volonté unique de se mobiliser pour combattre toutes les formes de conservatisme de l'ordre établi. Par son attachement à embrasser toutes les solutions nouvelles dans le domaine politique, scientifique et culturel, Pierre Naville renouvelle en profondeur la lutte ouvrière. Par ses interpellations et ses mises en garde répétées, il remet en cause la démarche de la social-démocratie prête à s'accommoder du capitalisme et de sa logique d'oppression. Ce passionné de révolutions se présente comme l'homme des minorités et des combats pour le complet affranchissement de l'être humain confronté aux instruments d'aliénation de l'ordre économique dominant.

A.C.

1. Cuenot Alain, *Pierre Naville, (1904-1993) biographie d'un révolutionnaire marxiste*, Ed. Bénévent, 686 pages. (26 euros).

Se débarrasser des prisons

Même pour les ceusses qui n'ont pas eu la curiosité – ou tout simplement l'opportunité – de bénéficier de l'écoute de l'excellente émission qu'est La bibliothèque anarchiste sur radio libertaire, nous postulons que la connaissance de l'œuvre de Pierre Kropotkine fait partie du « minimum vital » théorique de tout libertaire, voire de toute personne qui sait reconnaître et apprécier la richesse de la pensée anarchiste.

Pour la plupart, les écrits de Kropotkine ont été publiés de son vivant puis réédités régulièrement après sa mort. Néanmoins un de ses ouvrages : *Dans les prisons russes et françaises*[1] est resté inconnu du public français depuis sa publication en 1886. Mais – heureux lecteurs du *Monde libertaire* ! – Philippe Paraire a pris la très louable initiative de se colleter avec la version anglaise pour le traduire dans la langue de Molière.

Le parcours de vie de Kropotkine fut largement celui d'un proscrit mais celui de l'ouvrage que nous indiquons ne lui cède en rien. Songeons en effet que *Dans les prisons russes et françaises* résulte initialement de l'agrégation de huit textes parus à Londres entre 1882 et 1884 dans le périodique *Nineteenh Century*. À cette somme, deux petits essais sur la question de l'utilité sociale de la prison et morale de l'emprisonnement furent rajoutés par Pierre Kropotkine.

Sitôt publié, dans tous les points de vente du Royaume-Uni, ce livre fit l'objet d'une véritable razzia de la part des services secrets russes, le tsar ayant sommé ses sbires d'acheter la totalité des exemplaires parus afin d'en empêcher sa diffusion dans le public. Kropotkine n'étant pas homme à se résigner lança une seconde vague en 1887 outre-Manche, et réussit également en 1906 à le faire paraître dans son pays d'origine où il connût un succès immédiat… jusqu'à ce que – un despotisme succédant à un autre – la Tchéka, puis le NKVD fassent la chasse aux exemplaires circulant dans le pays tombé entre les mains gantées de clous des bolcheviks. Bref, les satrapes – qu'ils soient blancs ou rouges – surent reconnaître d'emblée que ce livre contenait une charge accablante contre leurs prisons ou ses dérivés les plus ignobles, les bagnes par exemple.

Dans les prisons russes et françaises est construit à partir d'une démarche qui fait appel conjointement aux outils et méthodes de la sociologie, de la statistique, de l'histoire, le tout s'appuyant bien entendu sur l'immersion de l'auteur (largement à son corps défendant précisons-le !) dans les systèmes pénitentiaires russe et français. Toute l'humanité, toute la hauteur morale de Kropotkine ressortent en continu de cet ouvrage. Mais la mise en perspective de la prison en tant qu'institution cruelle dans ses effets quoique vouée à l'échec dans les finalités qu'elle s'assigne est étourdissante dans son style et irréfutable sur le fond vu la rigueur scientifique qui ne cesse de l'innerver.

Nous ne résistons pas à vous livrer un petit florilège de phrases écrites entre deux cellules : « L'homme qui est enfermé en prison est si loin d'être amélioré par ce changement qu'il retourne vers la société, lorsqu'il sort, comme un ennemi encore plus résolu » […] « De nos jours tout est pris en charge par une entreprise privée, et il faut le dire, tout est de la pire qualité » […] « Qui peut mesurer toutes les souffrances et compter les larmes versées par une femme de prisonnier ? »

Enfin, la partie conclusive de ce livre est riche de réflexions théoriques qui pulvérisent les discours stéréotypés justifiant l'existence de la prison. La modernité des arguments développés par Kropotkine anticipe sur le travaux que mena sur le même champ au vingtième siècle Michel Foucault dans *Surveiller et punir*.

Incontestablement Kropotkine a bâti les fondations d'une théorie largement en avance sur son époque (mais aussi la nôtre !) puisqu'il préconisait l'abolition de l'enfermement étant entendu qu'à ses yeux nulle réforme du système pénitentiaire n'est possible dans le cadre d'une société inégalitaire et répressive. En effet « l'homme est le produit des conditions d'existence dans lesquelles il a vécu » or « les facultés propres à l'humain ne peuvent jamais s'exercer lorsqu'un homme est privé de sa liberté, du libre choix de ses actes, des influences enrichissantes du monde qui l'entoure. »

Quant à vous, pour seulement quinze euros vous ferez un pas de plus sur le chemin de votre liberté et de celle de tous vos frères humains.

Sami Chemin

---

1. Pierre Kropotkine, *Dans les prisons russes et françaises*, Traduit par Philippe Paraire. Édition Le Temps des Cerises. En vente à la Librairie du Monde libertaire.

Blues no future?

« **Personne ne joue** Muddy Waters mieux que Muddy Waters et personne ne joue Howlin' Wolf mieux qu'Howlin' Wolf. Essayer de jouer leur musique ou essayer de jouer comme eux et comme d'autres maîtres du blues dans des milliers de boîtes à travers le monde, c'est perpétuer une farce cruelle. C'est comme voir une copie de la Joconde et jurer qu'on a vu le vrai tableau… Et bien moi, à Chicago, j'ai vu le vrai tableau et je me hisse sur les épaules de ces géants. Ils sont mes héros. La plupart d'entre eux ne savaient ni lire ni écrire et se sont fait avoir financièrement. Ils continuent à se faire arnaquer par les rapaces de la culture. Mais au moins ils ne seront pas reniés. Leur blues est la vérité et la vérité nous libérera… »

Ainsi s'exprimait Mighty Mo Rodgers dans les notes qui accompagnaient son excellent CD « Black Paris blues »[1]. Je ne peux, humble bégayeur de blues à *Radio libertaire*, que renchérir. Nous ne citerons pas de noms, mais le nombre d'artistes, Anglo-Saxons ou Français, qui se contentent de répéter les grands maîtres, fait peine à entendre. Sur scène on pourrait l'accepter, mais sur un disque mes trompes d'Eustache sont plus que réticentes. Vieux grincheux je reste. On m'objectera qu'en musique classique des gens jouent encore Bach, Mozart et d'autres. Je leur rétorquerais que Charley Patton, Blind Lemon Jefferson, bref le blues des années 1920, restent mes enregistrements préférés, mais les adaptations du XXIe siècle me laissent froid[2]. De là à dire que le blues est une musique du passé, inadaptée au monde du XXIe siècle, il n'y a qu'un pas. Alors, le futur du blues ne serait que dans les rééditions des années glorieuses, de Clarksdale aux disques Chess, Delmark… pour sombrer actuellement dans la musique pour supermarchés ?

Laissons de côté la comparaison avec la musique classique et examinons les productions actuelles de la musique blues. De cette musique qui n'aurait jamais dû voir le jour [3] qu'y a-t-il du côté sang neuf ? Pour ma part, il y a surtout Mighty Mo Rodgers, déjà abondamment cité, et Otis Taylor. Textes superbes, veine critique sociale, c'est aussi dans l'orchestration qu'il excelle. Guitares, mandolines, banjos, le tout acoustique et électrique, du violoncelle, de la trompette, le bougre mêle tous les sons pour faire (à mon humble avis) le blues du XXIe siècle. Il peut faire du blues contestataire, *Rosa* [4], jouer avec la blues rock star Gary Moore et consacrer, avec d'autres[5], un CD revendicant les origines africaines du banjo. Sans oublier la présence lumineuse de sa fille, Cassie, à la basse et au chant. Comme il définit lui-même sa musique, du trance blues !

Sinon, les disques Yazoo semblent avoir épuisé toutes les rééditions possibles de 78 tours et les disques Arhoolie[6] remué tous les recoins du Sud profond… Question gros sous, les dernières déclarations de Bruce Iglauer, des disques Alligator, ne sont guère mirobolantes. Qu'on juge dans cet extrait d'une récente interview parue dans *Soul Bag* (numéro 190, mars 2008, soulbag.presse.fr) : « De nos jours, j'entends très peu de nouveaux bluesmen qui m'excitent. J'entends de bons artistes, mais ont-ils un potentiel suffisant pour sortir plusieurs CD ? Des artistes dont le potentiel résistera au temps, ne serait-ce que dans dix ou vingt ans. Pas beaucoup. » Pour un producteur qui a, entre autres, relancé la carrière de Albert Collins, ça semble sans appel…

Alors ? Mille fois enterré, régulièrement pillé, le blues saura renaître de ses cendres et de sa mort régulièrement annoncée.

Et cochon qui s'en dédit !

Thierry Porré
Blues en liberté, *Radio libertaire*

1. *Cocorico*, un disque sur label français, comme son nom ne l'indique pas (Black and Blue) enregistré au Méridien à Paris-Porte Maillot avec un somptueux *Black Paris Blues*.

2. Une exception pour *See if my grave is keep clean* de Blind Lemon Jefferson (1893-1929) interprété récemment par BB King !

3. Dixit Gérard Herhaft dans sa *Grande encyclopédie du blues*.

4. Rosa Parks refusa en 1956 de se lever dans un bus pour laisser la place à un blanc.

5. *Recapturing the banjo* avec, outre Otis et Cassie Taylor, Keb'Mo, Albert Youngblood Hart, Corey Harris, Don Vappe, Guy Davis… tous chantant et jouant, entre autres… du banjo.

6. Dans Blues en liberté nous avons « traité » les marques mythiques, Arhoolie, Delmark Yazoo, Chess, Testament…

On ne saurait parler ou écrire sur le blues sans évoquer le nom de Robert Crumb. Dessinateur onirique des sixties. Il a illustré nombre de couvertures de vinyles. Particulièrement ceux de la marque Yazoo. Un excellent ouvrage est en vente à la librairie du Monde libertaire : *R. Crumb, héros du blues, du jazz et de la country*, éditions La Martinière. Il s'agit de brèves biographies de musiciens des genres susnommés avec of course, illustrations de l'auteur. De plus est ajouté un CD avec moult merveilles. Le prix modique (19,95 euros) nous rappellera cruellement que tout est confectionné en Chine. Il n'y a pas de label syndical.

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

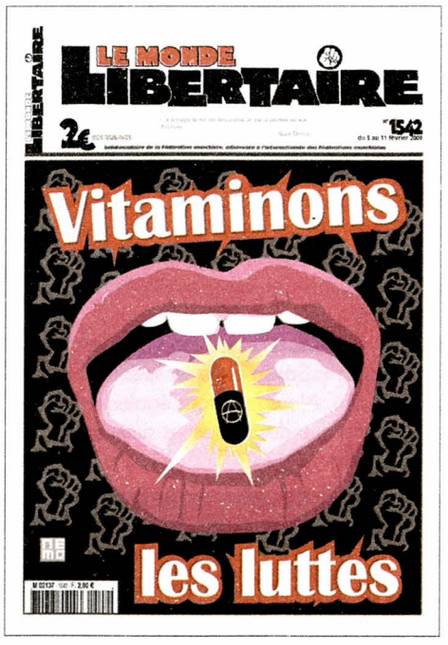
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Des anars chez Amnesty

Les Éditions du *Monde Libertaire* étaient présentes les 31 janvier et 1er février derniers au 9e Salon du Livre d'Amnesty International de Rennes.

Le Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes aime bien ce rendez-vous annuel où il tient depuis 3 ans la table de presse des Éditions du *Monde libertaire*.

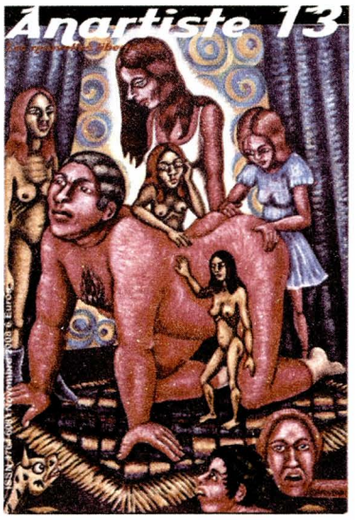
Ces deux jours nous permettent d'exposer une grande quantité de livres et de brochures qui témoignent à la fois d'une belle capacité à écrire sur nos thèmes anarchistes, avec de très nombreux auteurs ; à la fois des moyens que nous nous donnons pour exister au milieu de toutes les autres éditions parfois plus connues dans le grand public.

Notre stand comme chaque année attirent bien des visiteurs curieux et nous n'avons parfois pas assez de temps pour aller au fond des discussions fort intéressantes que nos publications suscitent. Comme chaque année, Jean-Pierre Tertrais, auteur de la brochure puis du livre *Du développement à la Décroissance – De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme* a été très sollicité.

Sur ce salon, nous avons tout particulièrement remarqué et aimé les Éditions Chant d'Orties de Béatrice Guillemard et Thierry Périssé, également auteurs, et qui présentaient le dernier ouvrage de Thierry Maricourt.

Le groupe La Sociale vous permet de retrouver les Éditions du *Monde Libertaire*, celles de Chant d'Orties, et bien d'autres à la Librairie-bibliothèque *La Commune*, 17, rue de Chateaudun à Rennes, les mercredi et samedi après-midi de 14 h 00 à 18 h 00. N'hésitez pas à y mettre le nez !

Jacqueline
Groupe La-Sociale, Rennes



Nous avons le plaisir de vous annoncer que la revue Anartiste a désormais son blog. Vous pouvez le consulter à l'adresse suivante : anartiste.org. Vos commentaires sont les bienvenus. A bientôt,

Cathy Ytak
pour Anartiste

Radio libertaire

Jeudi 12 février

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité.

De rimes et de notes (12 heures) Catherine Wisard, pour le festival « Au féminin », du 1er au 8 mars.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures) Proche-Orient. Une paix juste, quand les armes se tairont. Avec l'association « Union juive française pour la paix ».

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 13 février

L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Actualités des travailleurs sociaux.

La grenouille noire (21 heures) La mobilisation du Collectif « Flins sans F1 », qui se bat contre le projet de circuit de formule 1 dans les Yvelines.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Soirée en binôme avec « La grenouille noire », avec Los Torres, Guyom Tout Seul et d'autres invités.

Samedi 14 février

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture Rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) *Maxime Lisbonne et compagnie : les écrivains anarchistes à la fin du XIXe siècle.* Émission sur la littérature et la révolution… autour du livre de Caroline Granier, *Les Briseurs de formules* (Ressouvenances, 2008), avec la participation de Caroline Garnier et Laurent Bihl, historien.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le concile d'amour* d'Oskar Panizza (Agone).

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Les passagers de la nuit (19 heures) Isabelle Marinone, pour son livre *André Sauvage, un cinéaste oublié* et Frédérique Berthet, pour son livre De *Warhol à Wenders, souvenirs de Pascale Dauman.*

Dimanche 15 février

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Cris et murmures (14 heures) Actualités du Slam.

Lundi 16 février

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Marie-Odile Gain d'Enquin, éditrice de *Au nord de quoi?*; Louis-François Delisse, poète, puis Marie Odile Gain d'Enquin, Eric Tessier, Jimmy Gladiator, Marc Silberstein, Jehan Vanlanghenhoven en réponse à Paul Sanda, devenu évêque gnostique de l'église apostolique rosicrucienne après avoir signé le « Manifeste des Athées ».

La santé dans tous ses états (18 heures) Santé et politique.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 17 février

Le Parisien libertaire(8 heures) L'agenda militant.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Idéaux et débats (18 heures) Laurence Cossé pour son dernier roman intitulé *Au bon roman* (Gallimard) et Luc Bossi pour son thriller: *Manhattan Freud* (Albin Michel).

Radio Libertaria (20 h 30) Émission spéciale Antenne ouverte.

Mercredi 18 février

La bibliothèque anarchiste (08 heures) Lecture de textes anarchistes.

Blues en liberté (10 h 30) Les disques Delmark.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) Avec Michaël Paraire, sur Flora Tristan; et Annick Parent, à propos du Colloque du 6 mars sur les Amazones.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. Pierre Cordelier et Brigitte, du RESF, feront un point sur l'actualité et sur la nomination du nouveau ministre « socialiste » de l'identité nationale!

Jeudi 19 février

De rimes et de notes (12 heures) Allain Leprest, pour son album « Quand auront fondu les banquises ».

Si vis pacem (18 heures) Tchétchénie, la corvée de chiottes de Poutine…

Vendredi 20 février

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge. Actualités militantes.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Asso « Consart » et « la Chorba ». Soirée axée sur la solidarité et l'exclusion. Nous recevrons également des éducs, ainsi que des personnes survivant dans la rue.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 12 février

Pau (64)

Dans le cadre des journées libertaires de Pau, du 11 au 14 février 18h30, conférence débat, « La lutte d'Abbesse, un exemple de lutte autogérée aujourd'hui » 21h30, Concert à la Maison de l'Étudiant avec Arnapy et Aahdanca Exposition « L'autogestion » Fac de Sciences. journeelibertairespau@gmail.com

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Figures de peintres dans leur contexte : Gustave Courbet (1819-1877). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 13 février,

Pau (64)

18h30, conférence débat avec Raymond Espinose, « Albert Cossery ». 21h30, projection du film *Vivir la utopia*. journeelibertairespau@gmail.com

Rouen (76)

20h30 Soirée débat sur le thème : Crise!!! Quelle crise. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 14 février

Paris (XXe)

15 heures Débat autour du livre de Rudolf Rocker *Nationalisme et culture* au 33, rue des Vignoles 75020 Paris Métro Avron ou Buzenval.

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, reçoit l'écrivain et éditeur Thierry Périssé, auteur de *La caravane des oubliés* (ACL, 2006), et de *Noir horizon* (Chant d'orties, 2007) Table de presse. Entée libre. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Besançon (25)

Conférence débat, organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, avec Miguel Benasayag et Angélique del Rey sur *La chasse aux enfants : l'effet miroir de l'expulsion des sans-papiers*. Salle Battant, 48, rue Battant, à 18h30.

Bordeaux (33)

16 heures. Débat sur les pratiques syndicales dans le mouvement anarchiste, l'Alliance syndicaliste. Avec René Berthier, auteur de la brochure *À propos de l'Alliance Syndicaliste 1970-1982*. Organisé par le Cercle Barrué de la FA et Librairie du Muguet. Athénée libertaire, 7, rue du muguet.

Paris XVIIIe

15h30. Maxime Lisbonne et compagnie : les écrivains anarchistes à la fin du XIXe siècle. Débat sur la littérature et la révolution... autour du livre de Caroline Granier, *Les Briseurs de formules* (Ressouvenances, 2008), avec la participation de Laurent Bihl, historien. à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses). bibliotheque-larue.over-blog.com

Mardi 17 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Proudhon, Bakounine, Kropotkine : les trois fondateurs de l'anarchisme : Les créateurs de l'économie politique anarchiste. Présentation de Philippe Paraire, docteur en philosophie et Michael Paraire, écrivain-philosophe. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 18 février

Montpellier (34)

20h30 Alexandre Jacob l'honnête cambrioleur (Ed. ACL, Lyon 2008), causerie animée par Jean-Marc Delpech, l'auteur. au centre Ascaso Durruti, 6, rue Henri-René.

Jeudi 19 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Figures de peintres dans leur contexte : Le douanier Rousseau (1844-1910). Présentation de Yolaine Guignat. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 20 février

Romans (26)

20h30. *Alexandre Jacob, l'honnête cambrioleur : portrait d'un anarchiste*, Soirée-débat organisée par le Groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste, en partenariat avec le CIRA de Marseille. avec l' auteur Jean-Marc Delpech. A la Boucherie chevaline, 24 rue Pêcherie, Soirée Contact : laruerale@no-log.org

Samedi 21 février

Gand (Belgique)

Huitième édition de la Foire du Livre Alternatif et Libertaire. Centre culturel De Centrale, Kraankinderstraat 2

Marseille (13)

Alexandre Jacob l'honnête cambrioleur (Ed. ACL, Lyon 2008), causerie animée par Jean-Marc Delpech, l'auteur. Au local du CIRA.

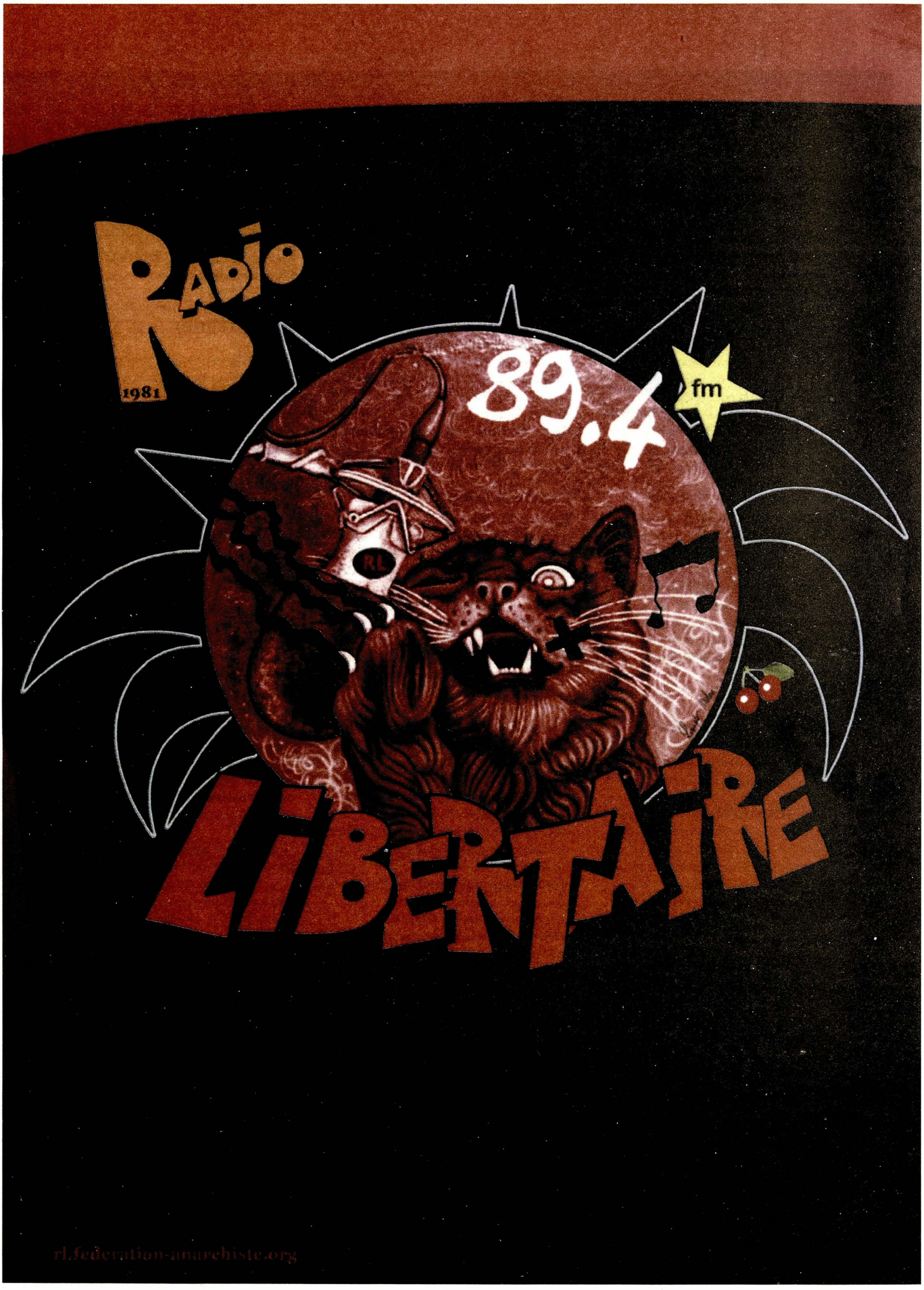
Bordeaux (33)

19 heures. Concert avec « 4 semaines Sylvie », « Bruyne » (Rennes) et un groupe bordelais à définir. Athénée libertaire, 7 rue du Muguet.

Samedi 28 février

Bordeaux (33)

19h00 Garbure (ou pot-au feu, ou saucisse au seitan, on sait pas encore) Athénée libertaire, 7 rue du Muguet.



rl.federation-anarchiste.org